

**Journée Mondiale de la Météorologie : Le Directeur de l'AMAM, Lansana Togola, explique le rôle des mesures pour un commerce mondial équitable**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 22 MAI 2020

609

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**CMAS**

**Dégager IBK...**



**Mali : AQMI négocie chèrement la libération de Soumaïla Cissé**



**Élections législatives : La Cour punit SBM et son parti**



**LIBÉREZ  
L'HONORABLE  
SOUMAÏLA  
CISSE !**

**ENSEMBLE NOUS POUVONS !**

<b>Une</b>	CMAS : Dégager IBK...	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Promesse de 20 millions de masques D'IBK : Le rêve se transforme en cauchemar pour certains tailleurs ! Déclaration du Collectif National des Diplômés du Système LMD sur l'enlèvement du Pr Clément DEMBELLE Union Monétaire Ouest Africain : Le gouvernement français acte la fin du franc CFA (porte-parole du gouvernement) Enlèvement de Soumaïla Cissé : Les jeunes demandent aux autorités de contribuer pour sa libération COVID-19 : La SONATAM se lance dans la lutte Appui MINUSMA à Sevaré : Plus de 1 400 élèves disposent désormais d'eau potable Conférence de presse : Le SADI foncièrement à l'opposition Lutte antiterroriste au Mali : Des armes de guerre saisies à Youwarou	<b>P.12</b> <b>P.12</b> <b>P.12</b> <b>P.13</b> <b>P.13</b> <b>P.13</b> <b>P.14</b> <b>P.14</b> <b>P.15</b>
<b>Actualité</b>	Entreprenariat jeune : Session de sélection des bénéficiaires de la vague 4 du PROCEJ / VOLET APEJ Journée Mondiale de la Métrologie : Le Directeur de l'AMAM, Lansana Togola, explique le rôle des mesures pour un commerce mondial équitable 64ème session du Conseil d'Administration de la BMS-SA : Un résultat net de 6,8 milliards de F CFA en fin 2019 en hausse de plus de 460% par rapport à 2018 Mali : Près de 400 migrants maliens bloqués au Niger	<b>P.17</b> <b>P.18</b> <b>P.19</b> <b>P.20</b>
<b>Politique</b>	Élections législatives : La Cour punit SBM et son parti Le réseau des Femmes Africaines ministres et parlementaires : Renforce la capacité des femmes élues Assemblée Nationale : Un autre duel en vue Mali : AQMI négocie chèrement la libération de Soumaïla Cissé COVID 19 : L'effet législatives 2020	<b>P.21</b> <b>P.22</b> <b>P.23</b> <b>P.24</b> <b>P.25</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Fête de Ramadan : Une manifestation de la solidarité	<b>P.27</b>
<b>International</b>	Covid-19 et transport au Sénégal : Cafouillage au sommet de l'Etat Affaire Carlos Ghosn : Deux hommes soupçonnés de l'avoir aidé à fuir le Japon ont été arrêtés	<b>P.28</b> <b>P.29</b>
<b>Sport</b>	Football : Didier Drogba élu meilleur attaquant de Ligue 1 des 20 dernières années FIFA : L'IFAB dit oui aux cinq changements par match (Officiel)	<b>P.30</b> <b>P.30</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



## CMAS : Dégager IBK...



**O**n croyait que la Coordination des Mouvements et Sympathisants de Mahmoud Dicko avait mis un terme à sa contestation du pouvoir de Ibrahim Boubacar Keïta, IBK, quand Mahmoud Dicko avait fait surseoir à la grande marche populaire sur la demande du Chérif de Nioro. C'était sans compter avec le Coordinateur général du mouvement, Issa Kaou Djim, qui vient, au nom de

la CMAS, de tenir une conférence de presse ce lundi, 19 mai 2020. Il avait à ses côtés monsieur Nouhoum Sarr, représentant le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et le représentant du mouvement Espoir Mali Koura. Tous, sans exception étaient venus pour dénoncer la mauvaise gouvernance d'IBK et appeler à l'union des forces de tous les Maliens pour faire partir le régime en place.

La CMAS, Espoir Mali Koura et le FSD semblent nourrir la même ambition, dégager le pouvoir d'IBK qualifié de corrompu et d'irresponsable. Dans une déclaration au nom de la CMAS, Issa Kaou Djim soutient que « la Nation appartient à tous, sans exception » et que de fait c'est un « acte citoyen et un devoir » pour chacun que d'apporter sa pierre à l'édification nationale en ces moments de grandes difficultés. Ce devoir, estime le Coordinateur général de la CMAS, s'est déjà manifesté à Kayes, Sikasso et ailleurs à travers des actes pacifiques qui ont été réprimés par les forces de l'ordre. Pour Issa Kaou Djim, ces actes sont le résultat de la déliquescence de l'Etat qui n'arrive pas à faire face à la difficile situation qui plonge le pays dans la désolation. Cela se manifeste dans les faits par la montée des tensions sociales comme à Kayes où des commissariats de police ont été brûlés, « les affrontements entre les jeunes et les forces de police, garde républicaine, des tirs à balles réelles » le tout signalant « un soulèvement populaire annoncé ».

Issa Kaou Djim dépeint un tableau sombre du pays, principalement sur le plan économique où la relative croissance positive du pays est peu ressentie par la population à cause de la chute du prix du coton, principal produit d'ex-



portation. Il évoque ensuite les difficultés de l'école malienne qui «s'enracine dans une profonde crise d'identité de la société malienne ». De ce fait, poursuit-il, « l'école connaît, depuis trente ans, une forte instabilité qui a rendu méconnaissable notre système éducatif » à cause « du laxisme de l'Etat » ou de « son manque d'anticipation des crises » et de la « politisation de l'école ». Tour cela aux yeux de Issa Kaou Djim, a conduit, à travers des « programmes peu ou pas exécutés », à donner des « produits médiocres qui répondent peu aux besoins de la société ». La crise que traverse l'école malienne n'est pas près de se résorber, au contraire « l'inquiétude grandit » du fait de l'impossibilité pour le gouvernement de conclure un accord de sortie de crise avec les enseignants grévistes signataires du 15 octobre 2016, « à cause de promesses non tenues par l'Etat ».

Selon Issa Kaou Djim, tout cela conduit à « une situation économique explosive » que la seule industrie extractive ne peut relever car l'argent généré est largement détourné « via des dépenses publiques fantômes ». Ainsi, la promesse de campagne d'IBK de créer à 200 000 emplois des jeunes est faussée par le détournement des postes au profit des familles des tenants du pouvoir et leurs alliés « sans tenir compte du mérite ». C'est pourquoi, poursuit Issa Kaou Djim, « la CMAS veut s'opposer à ce système et prendre l'opinion nationale à témoin que cette gouvernance ne garantit plus la vie démocratique de demain pour la nation malienne ». Ainsi il appelle toute la nation à « une mutualisation des forces sociales, syndicales et religieuses pour résister et s'opposer ensemble pour une alternative à ce système de confiscation du pouvoir d'Etat ».

Poursuivant, Issa Kaou Djim dénonce tour à tour la « corruption endémique », l'insécurité,



les conflits communautaires, les attaques à mains armées, les braquages au centre du Mali et la question de l'impartialité de la Cour constitutionnelle. Les « élections législatives de 2020, dira Issa Kaou Djim, ont révélé gravement le lien entre le parti au pouvoir et l'Institution régulatrice des élections ». Et le conférencier de poser cette question grave de signification : « Si la Cour constitutionnelle ne garantit plus au peuple l'impartialité qui lui (sic) caractérise que deviendra notre démocratie, nos pouvoirs publics, les conflits, l'arbitrage entre les Institutions de la République lors de la proclamation des résultats de ces élections législatives ? ». Pour finir le conférencier note que les batailles se feront ensemble pour défendre la patrie et la bonne gouvernance en témoigne la présence des délégués d'Espoir Mali Koura et du FSD.

Dans son intervention en Bamanankan, Issa Kaou Djim dira que le peuple ne fait plus confiance en la Cour constitutionnelle qui s'est disqualifiée lors des élections législatives de 2020. Il en appelle au peuple pour redresser la démocratie malienne « sans violence ». Pour

lui, IBK a trahi le Mali en transformant son slogan de campagne « le Mali d'abord » en « Ma famille d'abord ». Le Coordinateur de la CMAS dira que les députés élus lors des dernières élections législatives « sont sortis de l'illégalité pour entrer dans l'illégitimité ». Ainsi donc le pouvoir d'IBK s'est totalement disqualifié et devra être délogé en toute démocratie. En marge de cette conférence de presse, l'on apprend que l'action dont avait parlé Issa Kaou Djim sera une marche de protestation ce vendredi, 22 mai 2020, sur le Boulevard de la République. Ainsi, la CMAS sort de sa réserve et reprend la rue. On ignore si la marche de ce vendredi se fera avec la bénédiction de l'Imam Mahmoud Dicko, lui qui se fait discret depuis la marche avortée qu'il avait annoncée et que le Chérif de Nioro avait fait surseoir. La marche de vendredi si elle avait lieu constituerait une violation flagrante de l'état d'urgence et des consignes de mesures barrières pour contrer l'épidémie du Covid-19.

■ Diala Thiény Konaté



## Figaro du Mali



M. Guagnon Coulibaly, en réponse à votre précision sur le nouveau règlement intérieur de l'assemblée nationale, nous notons que vous vous exprimez sans attendre l'avis de la cour constitutionnelle. Avez-vous la certitude que la cour constitutionnelle validera ce nouveau règlement ? Sur quelles bases se fonde cette certitude ? Est-ce votre expérience lors des dernières législatives à Kati, quand la cour constitutionnelle vous a fait député à la place de députés régulièrement élus par les populations de Kati ?

Puisque vous prétendez défendre la révision du règlement de l'AN pour y introduire plus de démocratie et d'indépendance par rapport à l'exécutif, vous allez certainement défendre ardemment la démocratie en rétablissant la vérité sur le vote des Katois, lors des dernières législatives.

Ibrahima Kébé

Commissaire principal de l'association Faso Kanu

Député élu par les électeurs de Kati et non nommé par la cour constitutionnelle, sur ordre de l'exécutif.



Rouh's Sidhi

## Cheick Hamalla Touré

Fin du franc #CFa : "Toute indépendance donnée est fausse indépendance", selon Guy Marius Sagna La France signe la fin du franc CFA en adoptant le projet de loi ce mercredi 20 mai en Conseil des ministres. L'activiste sénégalais Guy Marius Sagna dénonce un processus anti-démocratique. Le porte-parole du Frapp (Front pour la Révolution Anti-impérialiste Populaire et Panafricaine) l'assimile plutôt à une fausse indépendance et réclame une rupture du cordon ombilical. Entre autres, il énumère la sortie de la France de nos conseils d'administration de banque centrale, le rapatriement en Afrique de nos réserves de change, la fabrication en Afrique de nos signes monétaires...

In extension,



"Le problème du franc CFA n'a jamais été de savoir si c'est une monnaie africaine ou une monnaie française. Même Léopold Sédar Senghor le 07 juin 1977 dans un article de Jeune Afrique intitulé "La monnaie CFA: une longue histoire entre maître et esclave" disait: "aujourd'hui on est colonisé et on ment au peuple en disant qu'on est libre".

Abdou Diouf, son successeur, dira: "comme tous ces gens, je suis opposé à la gouvernance de la monnaie par le trésor français".

Le problème du franc CFA a toujours été, et la décision du conseil des ministres français d'aujourd'hui le prouve encore, l'absence de volonté et de courage politiques de nos élu.e.s soumis.e.s à l'impérialisme en général dans le cas du franc CFA à l'impérialisme français en particulier.

Le conseil des ministres français ajoute de l'eau à notre moulin, nous abolitionnistes de l'esclavage monétaire. C'est pas le conseil des ministres sénégalais ou burkinabé, ou béninois ou nigérien qui a entériné un projet de loi. Mais le conseil des ministres français. Ce qui prouve encore une fois ce que Joseph Tchudjang Pouemi a dit en 1978: " (...) le franc CFA (...) est en réalité la créature de l'État français (...)"

Or, nous n'avons pas élu Macron mais Macky, Talon, Ouattara, IBK, Bongo, Biya...

Pourquoi alors nos assemblées nationales, nos conseils des ministres attendent les consignes de la France pour savoir dans quelle direction aller?

Sous nos yeux se déroule un processus d'octroi de l'indépendance monétaire. L'octroi de l'indépendance juridique dans les années 60 montre que quand c'est l'impérialisme qui donne, ce qu'il donne est du toc, du faux, de la tromperie.

Nous assistons à un processus anti-démocratique. Les autres peuples sont consultés à travers leurs représentations parlementaires ou des référendums. Pourquoi il n'y a pas en Afrique de débat national, de référendum, de réunion des députés sur la monnaie?

Le FRAPP a lancé en octobre 2017 la campagne "pour la souveraineté monétaire, France dégage". Autrement dit, nous exigeons un Frexit ou la sortie de la France de nos affaires monétaires.

Nous demandons 3 choses:

1- la sortie de la France de nos conseils d'administration de banque centrale

2- le rapatriement en Afrique de nos réserves de change

3- la fabrication en Afrique de nos signes monétaires.

Ajoutons une 4e chose: l'organisation de référendum sur la monnaie dans tous les pays africains de la zone franc CFA.

N'oublions pas que "le destin de l'homme se joue sur la monnaie".

Il peut sembler bizarre qu'en plein coronavirus ce débat soit posé. Soit! Mais constatons que les pays qui ont pu injecter suffisamment d'argent dans leur économie pendant ce moment de crise sanitaire sont les pays ayant la souveraineté monétaire.



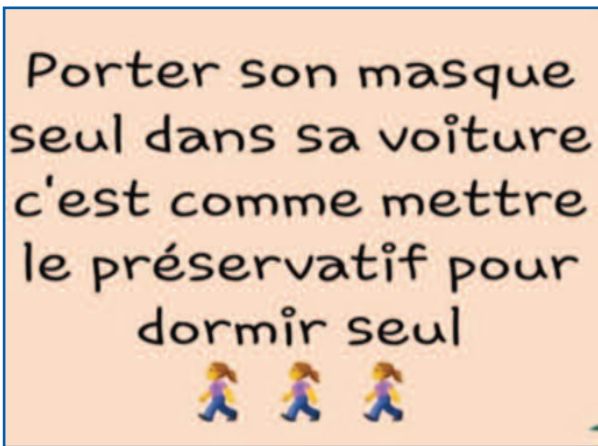
### Nabil Traore

Quand on n'aime pas le poisson on quitte le bord du fleuve . Tu entends Monsieur le SNEC ?



### Bennchico Savadogo

Ah oui



### Baba Dakono

Kolsia n'est plus!  
Triste nouvelle ! J'ai connu le journaliste



### Ngarsou Kolsia

à Africable Télévision où il était notre Rédacteur en Chef.  
Il aimait le journalisme , il avait le contact facile.  
Dense et cultivé, il a joué sa partition pour le rayonnement de la



Chaîne du Continent.  
Il corrigeait nos papiers et ne manquait jamais d'observations professionnelles , ces critiques qui font le charme de ce métier.

### Sékou Tangara



Directeur de l'Information, la chaîne avait ses cadres qui faisaient sa fierté.  
Il aimait Africable. Il a tout donné.  
Quand le temps était venu de partir, il est allé sans tambours ni trompettes.  
Kolsia, c'était l'homme des portraits et des grands dossiers de la rédaction. Il avait aussi le sens de l'humour. Posé dans le ton et dans les gestes. Il était un homme de synthèse.  
Comme tout homme, Kolsia avait aussi ses défauts mais il n'était pas rancunier. Il était lui Kolsia, incompris et souvent difficile à cerner. Peu importe, il reste imperturbable et droit dans ses bottes .  
Son sourire était là toujours. L'élégance légendaire de l'homme fascine. Oui, Kolsia en homme de télé sait s'habiller dans les règles de l'art.

### Djibrilla Maiga



"Cher ami, cher ami" leur expression favorite pour entamer une discussion. Ils parlaient de tout et de rien à la fois.  
La presse malienne perd un grand professionnel ! Dors en paix cher ami! Mes condoléances!



### Mali Kibarou Tv



Le faiseur des #rois de Badalabgou veut il devenir roi lui #même?  
Son #disciple est il le meilleur #appat qu' il utilisera pour éclairer son chemin après son interpellation lors de sa dernière sortie?  
Après un moment d'hibernation, l'imam Mahmoud Dicko refait surface. Il choisit pour cette sortie médiatique un moment où de per-

sistantes rumeurs de remaniement gouvernemental courent les rues de Bamako.

A cela, il faut ajouter deux détails : la projection de grève des enseignants et l'arrestation de l'activiste Clément Dembélé qui dit lutter contre la corruption au Mali. C'est dire que pour la forme, l'imam devenu homme politique influent dans la rue ne peut mieux choisir le moment pour ses déclarations. Pour ce qui est de la forme, le ton et les sujets sont inchangés.

Lors de la conférence de presse du mardi dernier à laquelle plusieurs dizaines d'organes de presse ont pris part, son messenger n'a pas porté de gants comme à ses habitudes. Au fil du temps, Issa Kaou Djim s'est formé auprès du père spirituel. Celui-ci, l'imam de Badalabougou lui voue une confiance mainte fois renouvelées.



### Hima Ifoghassi Haidara

Lanterne rouge du gouvernement: Kamissa camara, une ministre sans étoffe face aux urgences du moment ils font du tape à l'œil et n'ont d'autres préoccupations que de paraître à la télévision ministres de la république, ils ont eu la Formule la plus simple pour appliquer le projet de société du chef de l'État : la propagande. Nous avons pris le temps d'analyser leurs faits et gestes et de mettre un nom sur chaque visage de ces membres du gouvernement. Cette se-



maine, notre choix s'est porté sur la ministre de l'économie numérique et de la prospective, kamissa qui semble pédaler dans le vide elle fait office de visage de la diaspora dans le gouvernement. Pour autant est elle en train de réussir sa carrière de ministre ? Elle, c'est kamissa camara qui en peu de temps, est passée d'activiste opposante à courtisane du régime. De son passage à la présidence de la république au gouvernement,, elle n'a pas pu se débarrasser de ses habits d'apprenante aux affaires étrangères et de la coopération internationale, où elle a étrenné sa carrière ministérielle, les problèmes se sont accumulés et il était très difficile, voir impossible pour elle d'avoir des solutions. C'est l'une des causes de son départ de la tête de la diplomatie malienne. En réalité, kamissa camara a péché par son manque d'expérience et surtout du peu de confiance



### Sekou Samassa

NUL NE PLAIDE PAR PROCUREUR : qu'est- ce que c'est?



« Nul ne plaide par procureur » est un principe qui signifie en droit que l'on ne peut agir en justice à la place (au nom et pour le compte) de quelqu'un d'autre.

Pour avoir pouvoir et représenter à l'action une personne capable( cette dernière ne souhaite pas agir directement en raison éloignement), il faut disposer d'un mandat écrit et spécial. L'identité du représenté et du représentant doit figurer dans ce mandat spécial pour informer l'adversaire. À défaut, l'action en justice est nulle pour vice de forme.

Le mot « procureur » ici s'entend par celui qui a réussi procuration



et non au sens technique (procureur de la république). Cela implique que toute personne qui engage une action en justice doit justifier d'un intérêt direct et personnel qui lui confère ce titre lui permettant de faire valoir son droit sans quoi, l'action n'est pas recevable.

Cependant, l'action oblique fait exception à ce principe puisqu'elle permet à son titulaire (créancier) de se substituer à son débiteur négligeant pour exercer les droits et actions de celui-ci aux fins de se faire payer.

Nabil Traore

Bi ta bana peou la synergie est arrivée à la maison de l'enseignant pour le moment pas D'accord

## PINAL

Récitation

Le Président et ses enfants

Travaillez voler de l'argent

C'est le courage qui manque le citoyen

Un riche Président sentant la fin de son mandat

Fit venir ses enfants, leur parla sans témoins

Gardez-vous, leur dit, de renoncer à l'héritage

Que je vous laisserais

Un bonheur est caché dedans

Je ne sais pas l'endroit, mais un peu de courage

Vous le fera trouver, vous en viendrez à bout

Préparez votre argent dès que la présidentielle arrive

Sévir, mentir, corrompre, ne laissez aucune chance à l'opposition

Pour renverser la tendance en sa faveur

Le père quitte, les fils reprennent le contrôle du pouvoir

Deçà, delà, partout, si bien qu'au bout du mandat

Il en apporte davantage

Des conflits post-électorales, impossible de les éviter. Mais le peuple fut sage

De leur montrer avant de se révolter

Que le Mali appartient aux maliens

Source : Groupe whatsapp Figaro du Mali



## L'ESSOR



Nécrologie - Presse en deuil

Moussa Hari Maïga de l'ORTM n'est plus. Prions à l'unisson pour le repos éternel de son âme.

L'AMAP présente ses condoléances à la famille.

## Hamady Traore



ALERTE INFO: La France a validé officiellement mercredi, "la fin du Franc CFA", et sa transformation en ECO, comme souhaité fin 2019 par des Etats africains.

ALERTE INFO: Cette mutation du CFA met fin à la centralisation des réserves de fonds africains auprès du Trésor français, mais garde la parité fixe avec l'Euro.

ALERTE INFO: Les pays membres du Club de Paris ont annoncé "la suspension temporaire du service de la dette du Mali", du 1er mai au 31 décembre 2020 inclus.

ALERTE INFO: Cet accord s'inscrit dans la facilité accordée par le Club de Paris et le G-20 à 77 pays pauvres du monde, pour les aider à faire face au Covid-19.

ALERTE INFO: "Si tous les créanciers bilatéraux du Mali adhèrent à l'initiative, le montant total du report de paiement sera de 33,2 Mds FCFA" (Club de Paris).

## Abdoulaye Bah



Ce qui me surprend, c'est l'adoption tardive de ce projet de loi pour entériner un accord signé le 21 /12/2019 avec effet immédiat au 31 Décembre 2020.

Est-ce à dire que la France centralise toujours les 50% de nos devises jusqu'à présent car il faut une loi pour abroger l'accord multilatéral qu'elle a signé avec tous ses États. Je voudrais connaître les visas de cette loi et ses articles qui ont institué la zone CFA. Il faut qu'on publie la loi que l'on est en train d'abroger. Quand est-ce qu'on va nous communiquer le solde du compte d'opération ? À quelle date, allons nous disposer du dépôt que nous avons constitué pendant 60 ans ? Nous exigeons en lingot d'or et non en euros ou dollars qui sont des monnaies qui ne valent pas grande chose, avec l'impression de ses billets en milliers de milliards par leur planche à monnaie. Ces billets ne sont pas adossés à leurs économies réelles qui sont en ruine pour deux ou trois ans. La vraie valeur est dans l'or surtout si on veut battre une nouvelle monnaie. Il faut que la nouvelle banque centrale soit dotée des 1700 tonnes d'or que constitue les réserves cumulées se trouvant au sous sol de la Banque de France.. Vivement nos lingots d'or.

La France entérine la fin du franc CFA dans un projet de loi AFP•20/05/2020 à 15:25

Le projet de loi qui entérine la fin du franc CFA a été adopté mercredi en Conseil des ministres, un texte "très attendu" par les pays de l'Union monétaire ouest-africaine, a annoncé la porte-parole du gou-

vernement Sibeth Ndiaye.

Ce texte valide la transformation du franc CFA, qui deviendra l'Eco en maintenant la parité fixe avec l'Euro, ainsi que la fin de la centralisation des réserves de change des Etats d'Afrique de l'ouest auprès du Trésor français, conformément à l'accord conclu fin décembre entre la France et les Etats de l'Union monétaire ouest-africaine, a-t-elle souligné.

Cette réforme, a rappelé la porte-parole, résulte de l'accord de coopération signé le 21 décembre 2019 entre Emmanuel Macron et les gouvernements des Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine, qui avaient annoncé cette réforme historique de la coopération monétaire entre la France et ces Etats africains devant aboutir à la fin du franc CFA.

"Cette fin symbolique devait s'inscrire dans un renouvellement de la relation entre la France et l'Afrique et écrire une nouvelle page de notre histoire", a-t-elle déclaré.

Le 21 décembre, huit pays d'Afrique de l'Ouest et la France avaient décidé de cette réforme d'envergure du franc CFA, qui va changer de nom pour s'appeler l'Eco en 2020, avait annoncé le président ivoirien Alassane Ouattara en présence du président français.

Le franc CFA était "perçu comme l'un des vestiges de la Françafrique", avait alors déclaré Emmanuel Macron.

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ne devra plus déposer la moitié de ses réserves de change auprès de la Banque de France, obligation qui était perçue comme une dépendance humiliante vis-à-vis de la France par les détracteurs du franc CFA.

A été également décidé le retrait de la France des instances de gouvernance dans lesquelles elle était présente.

La parité fixe avec l'euro du franc CFA, le futur Eco, doit être maintenue (1 euro = 655,96 francs CFA). Ce point est appelé à évoluer lorsque la monnaie commune ouest-africaine verra le jour.

La réforme a été négociée tout au long au second semestre 2019 entre la France et les huit pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA): Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Elle ne concerne pas pour l'instant les six pays d'Afrique centrale qui utilisent le franc CFA mais forment une zone monétaire distincte.

## Gouvernement du Mali

#StopCovid19ML | Remise de dons aux cheminots!

L' élan de solidarité et d'entraide en cette période de maladie à #Coronavirus se poursuit.

Le Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine, M. Ibrahima Abdoul LY, a remis symboliquement ce jeudi après midi des dons aux syndicats des cheminots.

Ces dons sont composés de vivre (riz et céréales), et de kits sanitaires (masque de protection multiples usages, dispositifs de lavage des mains, gel alcoolique, savon etc.).

Dans son intervention, le Ministre Ibrahima Abdoul LY a salué la confiance entre les cheminots et leur ministère de tutelle, ce qui a



permis de créer un climat de paix favorable à une reprise très prochaine des activités ferroviaires. Cette donation, poursuit le Ministre LY, s'inscrit dans un cadre de solidarité en ces moments difficiles. Il les a exhorté au respect des gestes barrières et le port de masque de protection au quotidien.

En retour, les représentants des cheminots ont salué ce geste du Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine. Ils se sont réjouis des efforts en cours pour le redémarrage du trafic ferroviaire.

Cellule Communication du Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine !



## Malick Konate



Les récurrents délestages n'ont pas commencé aujourd'hui : Sambou Wague, victime de son "incompétence" ?

Au Mali, nous avons tendance à croire que c'est le Président de la République qui est à la base de tous nos maux.. Une chose est sûre, dans une République, chacun a son rôle à jouer même s'il y a un coordinateur suprême (Président de la République). Dire que ce problème n'émane pas d'un ministre, mais de la chaîne de commandement est un faux débat. Le ministre de tutelle est le premier responsable et c'est lui qui doit trouver des solutions idoines pour résoudre le problème auxquels nous faisons face. Il doit avoir des mécanismes et des stratégies qui permettront de mettre fin à la crise. Aller à la rencontre des partenaires potentiels et préparer la période de canicule. Ils ne trouveront jamais une solution tant qu'on se laissera dire "ah, c'est la période ! Ah, ce n'est pas commencé avec lui ! Ah ce n'est pas lui le problème ! "

Je le dis et je le répète: c'est lui le problème. Pourquoi les autres ont été limogés ? Pourquoi lui maintenant ? Parce qu'ils ont pensé certainement qu'il pouvait faire quelque chose dans ce secteur et apporter du changement à travers ses compétences. Le problème d'électricité aujourd'hui, c'est le ministre PCA (Président du conseil d'administration) de l'EDM-SA, Sambou Wague. Il doit trouver des solutions ou rendre son portefeuille.

Si tu sais que tu ne peux pas, à quoi bon rester ?

Dans une République, chacun a sa responsabilité et son rôle à jouer.



Tout ne se résume pas au Président. Il est chef certes, mais il ne descendra pas pour faire le boulot qu'il a confié à d'autres. Je suis d'accord qu'il a une part de responsabilité en tant que coordinateur. Il doit mettre l'accent sur la compétence, et non le voisinage ou la famille.

Franchement, je ne comprends pas. On te charge de gérer quelque chose, tu n'en es pas capable, et n'as pas le courage de céder la place!

Nous sommes plus de 18.000.000 d'habitants, il y en a au moins un qui est capable !!!

Né Bora Kuma Kônô. Je m'en vais laver mes mains.

#StopEDM #SambouDemission



Maintien du désordre oui, maintien de l'ordre non !

La mission principale d'un agent de police, en tant que fonctionnaire territorial, est le maintien de l'ordre, de la tranquillité, de la sécurité des populations. Mais, depuis des dizaines d'années, les rapports entre policiers, ou si vous voulez forces de sécurité en général, et citoyens ne cessent de se dégrader dans notre pays de jour en jour. Le fossé qui les sépare s'agrandit insidieusement. À qui la faute ?

En effet, une force civile et censée protéger les populations est devenue un cauchemar, pour ne pas dire une menace pour elles. La présence d'un policier devrait être un soulagement, mais au Mali les policiers traînent une image négative...Résultat : policiers et civils se regardent en chiens de faïence.

Dans l'ouvrage "Learning from West African Experiences in Security Sector Governance" (dir. Alan Bryden, Fairlie Chappuis), Zeyni Moulaye, ancien ministre et actuellement ambassadeur, écrit qu'au moment de la révolution démocratique, les forces de sécurité étaient rejetées et accusées d'être des « forces répressives » au service d'un dictateur. Les forces étaient tellement rejetées que des semaines après le soulèvement, les policiers ne pouvaient pas se balader en uniforme sans s'attirer la réprobation de la population. L'occasion fournie par le changement de régime pour esquisser un revirement dans la gouvernance du secteur de la sécurité n'a pas été saisie.

Tout se passe comme si les leçons n'ont pas été tirées. Aujourd'hui, la situation est vraiment tendue, notamment dans certaines grandes villes du pays. Pourtant, policiers et civils devraient travailler ensemble pour le bien-être de la cité. Car un citoyen peut être une bonne piste pour faciliter les investigations d'une unité d'enquête à la recherche des suspects. Mais lorsque leurs relations sont détériorées, c'est la désunion.

Pourquoi tant de méfiance ? Pourquoi cette hostilité mutuelle ? Que faut-il faire pour rétablir de bons rapports entre les civils et la police, ou encore entre civils et forces de sécurité en général ? Cette situation nous interpelle tous. Mais, encore une fois, tout cela soulève le problème d'une réforme en profondeur du secteur de la sécurité.

#FuturPR #MAK #PoliceMalienn

## Larmes des pauvres

#Mali enlevé depuis de deux ans à #Djibo au #BurkinaFaso, la femme du docteur Elliott adresse un message aux ravisseurs. Ce rapt avait été revendiqué par le #JNIM, coalition djihadiste dirigée par Iyad ag Aly.



## Moussa Mara

Un malien un masque nous a-t-on dit ! Mais à sébénicoro marché 1000 maliens 0 masque ! Faisons attention aux slogans sans lendemain. Donner des masques au chef de quartier ne signifie pas donner des masques aux habitants du quartier !



# Bonne Fête d'Aïd El Fitr

**A l'occasion de la fin du mois béni de ramadan 2020,**

la rédaction de votre quotidien préféré Malikilé vous souhaite une bonne Fête d'Aïd El Fitr.

Puisse Dieu nous protéger et benir le Mali.

**Malikilé vous remercie pour votre fidélité.**

## Promesse de 20 millions de masques D'IBK : Le rêve se transforme en cauchemar pour certains tailleurs !



**La forte mobilisation des tailleurs locaux, qui a accueilli la nouvelle de la promesse présidentielle de confectionner 20 millions de masques dans le cadre de la campagne « Un Malien, un masque », est aujourd'hui en chute libre.**

**E**t pour cause, les autorités chargées de passer les commandes auprès des entreprises de couture locale ont manqué d'assurance et de motivation dans le paiement des tailleurs qui ne sont pas non plus prompts dans la livraison des produits. Conséquence aujourd'hui : beaucoup de tailleurs ont le moral au talon et abandonnent le projet pour se consacrer aux commandes de la fête de Ramadan. Le rêve des tailleurs s'est transformé en cauchemar. Suite à la promesse du Président IBK de fabriquer localement 20 millions de masques protecteurs contre le Covid-19, beaucoup de tailleurs, à travers le pays, avaient fermé leurs ateliers au profit du projet présidentiel ou transformé leur lieu de couture en une usine de confection de masques. Conformément aux termes des contrats qu'ils ont signés avec les autorités, il est dit que le tailleur ne sera payé qu'après livraison des masques. Ce qui signifie que toutes les dépenses liées à la fabrication des masques sont préfinancées par les tailleurs qui signent ledit contrat. C'est ce qui a été fait par tous les tailleurs ayant postulé au marché public. Si certains, connaissant les lenteurs de l'administration malienne sont allés avec le dos de la cuillère, d'autres, plus gourmands voyaient dans cette affaire la poule aux œufs d'or et n'ont pas compté au moment de dépenser dans les matériels entrant dans la fabrication des masques. Selon certains témoignages, des patrons d'entreprises de couture ont même investi des millions de F CFA dans cette affaire. Aujourd'hui, à en croire certains de ces tailleurs ayant participé à la campagne présidentielle, ils ne sont pas loin du regret d'y avoir participé. **« Je pensais que c'était de l'argent rapide. Donc j'ai transformé mon atelier en une usine de fabrication de masques. Pire, j'ai dépensé toutes mes économies dans cette affaire. Mais malheureusement, au moment de la livraison, ils m'ont fait savoir que le paiement n'est pas automatique. J'ai failli pleurer. Je regrette un peu d'avoir participé à la campagne. Mais pas totalement. Je crois qu'ils vont rapidement corriger cette lacune pour ne pas décourager les tailleurs »**, confie un chef d'atelier en attente d'être payé.

■ Ibrahim Sanogo

## Déclaration du Collectif National des Diplômés du Système LMD sur l'enlèvement du Pr Clément DEMBELLE



**C**ela fait quelques temps que Pr Clément DEMBELLE a été enlevé avec des versions plus ou moins différentes lorsqu'il se rendait à son domicile à Banconi. L'intéressé même n'ayant pas eu occasion de s'exprimer. Nous ignorons par qui et pourquoi il a été enlevé. Beaucoup de personnes ont émis l'hypothèse que son arrestation a un lien avec l'une de ces récentes vidéos où [... il appelle à la désobéissance civile...].

Quelles que soient les raisons nous croyons que dans un Mali démocratique, l'arrestation d'une personne suit des procédures judiciaires. Celui du Pr n'ayant pas subi ces procédures et on ne sait pas par qui il a été enlevé ce qui nous conduit à choisir l'expression l'enlèvement. Les Maliens se sont battus durement pour obtenir la démocratie en 1991. Cette démocratie obéit à règles qui font d'ailleurs sa beauté. Ces valeurs ne doivent être nullement bafouées.

En effet le Collectif n'est pas politique mais nous rappelons que Pr Clément fait partie de nos personnes ressources Humaines depuis Janvier 2017. Il a apporté sa contribution avec les objectifs de notre collectif. Vu son apport à notre combat qui est de donner la chance aux diplômés de la Licence issue du système LMD au même titre que les Diplômés du système classique de participer aux concours publics de l'État.

Vu que nous soutenons nos personnes ressources dans leurs activités légales et légitimes qui consiste à rendre la monnaie de leurs pièces ; Vu qu'après un temps d'observation nous n'avons vu aucun communiqué relatif au cas Pr Clément DEMBELLE de la part des autorités soit de rassurer qu'il est dans la main des autorités ou de manifester leurs préoccupations face à cet enlèvement au cas où elle n'est pas responsable de celle-ci,

Nous Collectif National du Système LMD venons par la présente demander aux autorités politiques et judiciaires de s'impliquer afin que la situation du Pr Clément soit clarifiée. Cet exercice renforce la démocratie, il assure la famille et les proches du Pr.

Le Collectif reste engagé et mobilisé jusqu'à ce que l'une de ses personnes ressource qui est Pr Clément DEMBELLE soit retrouvé.

\*Bamako, le 19 Mai 2020\*

**\*P/Le Président National/P.O\***

**\*La Cellule de la Communication du CNSLMD:\***

**Saliha KEITA: +223 75 65 24 29**

**Sory DIARRA: +223 79 52 87 64**



## Union Monétaire Ouest Africain : Le gouvernement français acte la fin du franc CFA (porte-parole du gouvernement)



Le projet de loi qui entérine la fin du franc CFA a été adopté mercredi en Conseil des ministres, un texte « très attendu » par les pays de l'Union monétaire ouest-africaine, a annoncé la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye. Ce texte valide la transformation du franc CFA, qui deviendra l'Eco en maintenant la parité fixe avec l'Euro, ainsi que la fin de la centralisation des réserves de change des Etats d'Afrique de l'ouest auprès du Trésor français, conformément à l'accord conclu fin décembre entre la France et les Etats de l'Union monétaire ouest-africaine, a-t-elle souligné.

## COVID-19 : La SONATAM se lance dans la lutte

Ce mardi 19 mai, la société Nationale de Tabacs et Allumettes du Mali (SONATAM) a équipé les directions générales de la Police et de la Gendarmerie des équipements de prévention contre la maladie à Coronavirus.

Un don d'une valeur de 21 millions de F CFA est réparti entre les différentes structures publiques pour contribuer à prévenir la propagation du Coronavirus au Mali. Parmi ces structures, les directions générales de la Police et de la Gendarmerie ont reçu leurs lots ce mardi 19 mai. Un don composé de 100 kits de lavage de mains, 100 cartons de savon, 100 cartons d'eau de javel et 400 affiches de sensibilisation sur les mesures à respecter contre le Covid-19, ont été répartis entre les deux directions. Aux dires de Issouf Traoré, directeur général de la SONATAM, ce geste vient renforcer la collaboration qui existe entre sa société et les services publics dans le cadre de la lutte contre la fraude et le commerce illicite des cigarettes. "Les commissariats de police sont des lieux à hautes fréquentations, la SONATAM étant partenaire avec ces services ne peut que contribuer aux renforcements des dispositifs de prévention contre le Covid-19 dans ces services", confie M. Traoré à Moussa Ag Infahi DG de la Police Nationale.

Au cours de la même journée à la Direction Générale de la Gendarmerie, après la remise des kits, le DG de la SONATAM rappelle que "cette pandémie n'est pas une fatalité. C'est en faisant face ensemble et en respectant les consignes du gouvernement et en adoptant les gestes

## Enlèvement de Soumaïla Cissé : Les jeunes demandent aux autorités de contribuer pour sa libération



Cela fait 57 jours sans qu'on ait des nouvelles de l'honorable Soumaïla Cissé. Les jeunes de divers partis politiques (oppositions et majorité) viennent de décider de monter au créneau pour exiger sa libération. Réuni dans l'après-midi du 20 mai 2020, au siège du cabinet du chef de file de l'opposition sis à Badalabougou, les jeunes ont d'une même voix demandé aux plus hautes autorités du pays de s'impliquer davantage sur le terrain pour retrouver l'honorable Soumaïla Cissé. Dans une déclaration commune, les orateurs du jour promettent de mener dans les jours à venir plusieurs actions et d'aider les enquêteurs dans leurs démarches avec la bonne information.

Pour Abderahamane Diarra, président de la jeunesse URD, la situation que traverse l'honorable Soumaïla Cissé aujourd'hui nous interpelle tous et les jeunes décident de s'unir pour apporter leur soutien aux enquêteurs.

■ Mohamed Kanouté



barrières que nous pouvons mettre fin à cette crise sanitaire". Les deux structures contentes de ce geste de la part de leur partenaire, ne peuvent qu'exprimer leur reconnaissance envers la SONATAM et promettent de faire bon usage des kits. La SONATAM procédera du 19 au 22 mai à la remise des kits de protection contre le Covid-19 à des structures publiques. La Direction générale de la Police, la Direction Générale de la Gendarmerie, la Direction générale de la Douane, la Direction générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence, la Direction générale de la Justice et la Direction nationale de la Santé sont les structures qui bénéficieront de cette remise.

■ Hamady Sow

## Appui MINUSMA à Sévaré : Plus de 1 400 élèves disposent désormais d'eau potable

Ce 20 mai 2020, un projet à impact rapide d'« aménagement et de réhabilitation d'un forage équipé d'un système hydraulique amélioré » a officiellement été remis au Complexe scolaire Daroul-Hadiss – Sévaré, par la Cheffe du Bureau Régional de la MINUSMA à Mopti, Fatou Dieng Thiam. D'un coût total de plus de 24 millions de francs CFA (exactement 24 030 120), ce projet permettra de fournir de l'eau potable aux près de 1500 élèves que compte l'établissement.

« L'eau, c'est la vie », s'est exclamée Fatou Dieng Thiam en ouvrant un des robinets d'eau potable nouvellement installé dans l'enceinte du Complexe scolaire Daroul-Hadiss qui vient de bénéficier d'un appui de la MINUSMA à travers un projet à impact rapide (QIP) dont l'objectif est de mettre de l'eau potable à la disposition de 1 450 élèves, dont 88 filles.

El Hadj Achim Madougou, président du Comité de gestion de cet établissement scolaire qui accueille plusieurs élèves venant de tous les cercles de la région de Mopti, a chaleureusement remercié la MINUSMA. Pour lui, ce soutien est concret et permettra : « l'amélioration des conditions sanitaires et d'études pour le bénéfice direct des élèves et de tout le personnel enseignant et administratif employé à plein temps ou à temps partiel ».

Grâce à ce projet, le Complexe scolaire Daroul-Hadiss est maintenant équipé d'un forage monté d'un château d'eau de 15 m<sup>3</sup> (avec des plaques solaires), et de trois bornes fontaines. La loge du gardien et l'espace pour l'éducation physique et sportive ont été réhabilités, sans oublier le reboisement de la cour.

Ledit projet rentre dans le cadre de l'appui de la MINUSMA aux autorités locales et nationales pour renforcer les services sociaux de base. Ceci permet de promouvoir la cohésion sociale et le vivre-ensemble et donc de favoriser la paix. Ce projet est d'autant plus représentatif de ce principe puisqu'il profitera aux élèves de ce complexe scolaire qui sont issus de toutes les communautés du Mali.



## Conférence de presse : Le SADI foncièrement à l'opposition



Après des législatives mitigées, la formation du Dr Oumar Mariko donne de la voix. Ses députés restent intractables au niveau de la nouvelle législature.

L'honorable Oumar Mariko a été victime d'une fraude généralisée qui lui a coûté le macaron. Loin de faire de la mission parlementaire un métier, le mythique élu de Kolondiéba s'exprimait déjà sur les troubles à Sikasso, Bamako et Kati : les populations se sont opposées fermement de leur bon droit à l'injustice et à l'arbitraire décision de la Cour Constitutionnelle.

Aux dires de son parti SADI, « Le régime d'IBK comme d'habitude, incapable d'apporter une solution politique à la hauteur de la crise, s'est adonné à son jeu favori : la répression aveugle et barbare contre le droit ».

Suite aux répressions des masses, la formation de Dr Mariko a condamné et pointé du doigt le Chef du gouvernement. L'acquisition du Parlement de cette manière, selon lui, n'est autre que la satisfaction de l'agenda d'IBK aux ordres d'Emmanuel Macron, président de la France. Les 3 députés du SADI ne se laissent pas bernier à l'Assemblée Nationale. Bien que non-inscrits, ils ont voté nul lors de l'installation du président des lieux. Un statut d'opposant que Dr Oumar Mariko assume et l'a dit aux médias basés au Mali.

Depuis le siège de son parti à Djélibougou, il n'a pas manqué de dire que certains, par mauvaise foi, ont provoqué une confusion. La presse a été accusée, car elle ferait l'apologie du chef de file d l'opposition sans tenir compte de tous les acteurs.

Pour le député malien proche du PDG RDA et qui assume son lien avec la famille du défunt président Ahmed Sékou Touré, son parti a été constant. Ce serait à cause du soutien critique apporté à la CMP (majorité du 1er mandat d'IBK) que le statut de Chef de file a été adopté. Une façon de le museler afin qu'il soit sous la tutelle du président de l'URD qui avait le plus grand nombre de députés. Le conférencier confiera ceci : « Des assesseurs ont été mis de côté au nom de ce statut ce qui facilitera les bourrages d'urnes à travers tout le Mali ».

Il est donc certain qu'on entendra parler du SADI et de Dr Oumar Mariko car l'actualité est riche en rebondissements depuis peu en terre malienne.

■ Idrissa KEITA



## Lutte antiterroriste au Mali : Des armes de guerre saisies à Youwarou

Les FAMA ont arrêté le mardi, 19 mai 2020, un terroriste et saisi en possession 3 armes et 2 motos à Youwarou, dans la région de Mopti au Mali.

Dans la lutte contre le terrorisme au centre du Mali, les FAMA ont appréhendé le mardi, 19 mai 2020, un suspect et saisi des armes à Youwarou dans la région de Mopti. Ce terroriste était en possession de 3 armes et 2 motos. L'intéressé et les motos ont été remis à la Brigade Territoriale de gendarmerie de Youwarou à toute fin utile.

La zone frontalière avec le Burkina Faso est l'un des théâtres d'opérations entre les forces maliennes et les jihadistes.

Le Mali est le théâtre depuis 2012 d'une crise multiforme qui a fait des milliers de morts, civils et combattants.

Un accord de paix a été signé en 2015 avec les ex-rebelles séparatistes du nord, qui était tombé en 2012 aux mains de groupes jihadistes. Mais



le pays reste en proie aux agissements des groupes jihadistes, aux tensions intercommunautaires, parfois fomentées ou attisées par ces mêmes jihadistes, et aux trafics de toutes sortes ébranlant l'autorité de l'Etat, qui ne s'exerce que sur des parties du territoire.

Les violences se sont propagées du nord au centre du pays, et au Niger et au Burkina Faso voisins du Mali.

**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À  
**40%**  
SUR VOS FRAIS DE  
TRANSFERT D'ARGENT

[www.sama.money](http://www.sama.money)

OFFICE CENTRAL DE LUTTE  
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

==000==

SECRETARIAT GENERAL

==000==

REPUBLIQUE DU MALI  
*Un Peuple-Un But-Une Foi*

==000==

## COMMUNIQUE

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que l'OCLEI a mis en service le **NUMERO VERT 80 00 22 22**. Ce numéro vert permet aux citoyens de disposer d'un mécanisme efficace et rapide de dénonciation de faits présumés d'enrichissement illicite.


Du 9 décembre 2019 au 31 mars 2020, l'OCLEI a reçu plus de **300 appels**. Les faits dénoncés sont en cours de traitement.

Après les investigations, le Conseil de l'OCLEI décidera de la transmission des cas susceptibles de constituer un enrichissement illicite aux juridictions compétentes. La justice décidera de la suite à réserver aux dossiers transmis par l'OCLEI.

Le Président de l'OCLEI remercie tous ceux qui ont déjà bien voulu apporter leur soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Bamako, le 23 avril 2020**



  
**Moumouni GUINDO**  
Chevalier de l'Ordre national

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI),

Bamako, Hamdallaye ACI 3000, Place CAN, rue 390, BP: E3977, Téléphone: (00 223) 20 29 12 29, N°vert: 80 00 222 22, Site web: www.oclei.ml

## Entreprenariat jeune : Session de sélection des bénéficiaires de la vague 4 du PROCEJ / VOLET APEJ

**E**n janvier dernier, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Me Jean-Claude Sidibé avait effectué une visite de terrain dans la Région de Mopti au cours de laquelle il avait procédé à l'Alliance Franco-Malienne au lancement des formations en entreprenariat des jeunes non diplômés ou faiblement diplômés du PROCEJ au titre de la 4<sup>e</sup> vague de ce programme.

En effet, à la faveur de la revue à mi-parcours du PROCEJ jugée très satisfaisante pour ce qui concerne le volet de l'APEJ, il a été décidé de lui octroyer de nouvelles ressources en vue de former en entreprenariat les sortants des dispositifs de la DNFP et du FAFPA et allouer des kits à certains d'entre eux.

Cette session qui s'est ouverte ce jeudi matin à la Direction générale de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) était présidée par le Directeur Général Adjoint, M. José Pierre Felix Coulibaly assisté du Point Focal et conseiller spécial M. Mahamadou Fo-

fana.

La session examinera plusieurs points relatifs aux activités inscrites dans la mise en œuvre de la vague 4 du PROCEJ.

Il s'agit primo de la formation entrepreneuriale et la création de micros entreprises pour 3 000 jeunes à sélectionner sans appel à candidature car tous les bénéficiaires seront des sortants des dispositifs de la DNFP et du FAFPA qui sont des agences d'exécution de la composante 1 du PROCEJ. Parmi les 3 000 jeunes à former, 1 200 bénéficieront de kits/fonds de démarrage ainsi qu'un suivi-accompagnement sur 12 mois par des ONG/bureaux d'études. Une ligne de garantie sera également ouverte au niveau du FARE pour accompagner 720 micros entreprises vers le système de crédit.

En second lieu, la session s'attachera à identifier et mettre à jour 1 060 plans d'affaires des vagues 1 à 3 déjà bénéficiaires de kits pour solliciter un financement complémentaire au FARE. L'objectif ultime est de mettre à la dis-

position du FARE de la matière lui permettant d'atteindre ses indicateurs au titre du PROCEJ et par la même occasion offrir une seconde chance aux jeunes dont les dossiers ont été rejetés une première fois par le comité de crédit du FARE. A ce titre un quota est fixé pour chaque Région. Aucun jeune parmi les 500 micros entreprises fragiles ou ceux déjà financés par le FARE ne figurera dans la liste de ces 1 060 plans d'affaires à mettre à jour. Prioritairement, les 1 060 plans d'affaires doivent être portés par des jeunes ayant demandé un prêt complémentaire en plus de la subvention.

Tercio, au terme de ses travaux, la session devra identifier 500 micros entreprises qui bénéficieront d'un appui financier et d'un suivi périodique de l'APEJ. A ce titre, elle se basera sur les besoins des micros entreprises recensés à l'occasion des différentes missions réalisées par l'APEJ sur l'ensemble du territoire. Afin de garantir la transparence de l'exercice, les travaux de la session qui prendront fin mardi prochain, seront pilotés par une Commission comprenant l'APEJ, le CNPM, la CCIM et l'UCP PROCEJ. L'un des objectifs recherchés par cette session est d'atténuer les effets néfastes de la pandémie du coronavirus sur ces petites entreprises en recherchant la sauvegarde des emplois déjà générés.

■ CICOM APEJ





# Journée Mondiale de la Métrologie : Le Directeur de l'AMAM, Lansana Togola, explique le rôle des mesures pour un commerce mondial équitable



**L**e Mali a célébré ce mercredi, 20 mai 2020, la Journée Mondiale de la Métrologie, une opportunité pour les structures de métrologie d'informer et de sensibiliser dans ce domaine si sensible. Dans un entretien qu'il a voulu accorder à nos confrères du Challenger à cette occasion, le Directeur de l'Agence Malienne de la Métrologie (AMAM, Lansana Togola, a donné des explications fort utiles sur l'importance de la métrologie pour les entreprises, les opérateurs privés, les consommateurs... surtout dans le contexte de la présente journée dont le thème vise à promouvoir le rôle important que jouent les mesures pour faciliter un commerce mondial équitable. L'intégralité d'un entretien édifiant à plus d'un titre.

## Pourquoi une Journée Mondiale de la Métrologie ?

Le 20 mai de chaque année, la Communauté internationale de la métrologie célèbre la journée Mondiale de la Métrologie. Cette date correspond à l'anniversaire de la signature en 1875 de la Convention du Mètre à Paris par 17 Etats dans le but d'établir une autorité mondiale dans le domaine de la métrologie. Cette Convention est un Traité qui a créé trois (3) structures constituant une autorité mondiale dans le domaine de la métrologie :

**La Conférence Générale des Poids et Mesures (CGPM) ;**

**Le Comité International des Poids et Mesures ;**

Le Bureau International des Poids et Mesures (BIPM) est situé à Sèvres, près de Paris. Cette autorité assure une harmonisation des définitions des différentes unités de grandeurs phy-

siques à travers la création du Système International d'Unités (SI).

## Quel est le thème de la présente journée ?

Le thème de cette journée est : "les mesures pour le commerce mondial". Le choix de ce thème vise à promouvoir le rôle important que jouent les mesures pour faciliter un commerce mondial équitable, garantir la conformité des produits aux normes et réglementations, et satisfaire les attentes des clients en matière de qualité et de quantité.

Dans le monde entier, les laboratoires nationaux de métrologie font évoluer en permanence la science de la mesure en mettant au point et en validant de nouvelles techniques de mesure selon le niveau de sophistication requis. Ces systèmes métrologiques internationaux offrent l'assurance et la confiance nécessaires du fait que les mesures sont exactes. Ce qui nous permet de disposer aujourd'hui d'une base solide pour les échanges mondiaux et nous aide à nous préparer aux défis de demain.

La Journée Mondiale de la Métrologie reconnaît et célèbre le rôle de tous ceux qui travaillent tout au long de l'année dans les organisations et laboratoires de métrologie nationaux et internationaux.

## Quel est le clou de la Journée ?

Compte tenu de l'insécurité sanitaire causée par la pandémie de la maladie à Covid-19, la journée sera meublée par des activités de communication dans les médias.

## Comment se passe la commémoration de la Journée ?

Chaque année, la Journée Mondiale de la Métrologie est organisée et célébrée conjointement par le Bureau international des poids et mesures (BIPM) et l'Organisation internationale de Métrologie Légale (OIML) avec la participation d'organisations nationales concernées par la métrologie.

La célébration du 20 mai est une opportunité pour les structures de métrologie d'informer et de sensibiliser :

Les opérateurs économiques détenteurs d'instruments de mesure ;

Les opérateurs économiques importateurs d'instruments de mesure ;

Les entreprises privées de métrologies à adhérer à la conformité des instruments de mesure pour la production de mesures fiables en vue d'une transaction équitable dans le domaine du commerce.

## Avez-vous un appel à lancer aux acteurs économiques et aux consommateurs maliens ?

Je voudrais lancer un appel à nos entreprises d'adhérer à la conformité des instruments de mesure, gage de compétitivités économiques sur les marchés aux niveaux national, régional et international.

Je voudrais aussi profiter de cette Journée pour inviter les consommateurs et bénéficiaires de services rendus à travers l'utilisation d'instruments de mesure, à veiller à la conformité desdits instruments en exigeant la vérification de l'AMAM pour préserver leurs intérêts économiques.

■ Amadou TALL

# 64ème session du Conseil d'Administration de la BMS-SA : Un résultat net de 6,8 milliards de F CFA en fin 2019 en hausse de plus de 460% par rapport à 2018



Un total de bilan de 841 milliards de F CFA au 31 décembre 2019 contre 715 milliards de F CFA à la même date en 2018, soit une augmentation de 126 milliards de F CFA (17,62%) ; des ressources à la clientèle de 549 milliards contre 454 milliards FCFA en 2018, soit une progression de 20,92% ; Un produit net bancaire de 39 milliards de FCFA (+33%) ; un résultat net de 6,8 milliards de FCFA contre 1,2 milliard en 2018. Tels sont quelques indicateurs de la BMS-SA au terme de l'exercice clos au 31 décembre 2019, qui a été marqué par une forte croissance du bilan, une augmentation de la part de marché confortant ainsi sa place de premier contributeur au financement de l'économie réelle.\* La Banque Malienne de Solidarité (BMS-sa) a tenu, le mardi 12 mai, à son Siège, à l'ACI 2000, les travaux de la 64ème session de son Conseil d'Administration présidés par Dr. Bokary Tréta. Cette session était essentiellement consacrée à l'examen du point d'exécution du budget

2019; l'examen du rapport de gestion au titre de l'année 2019, du rapport des Commissaires aux comptes, l'arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat 2019. Selon le président du Conseil d'Administration, "l'exercice 2019 de l'institution a été positivement marqué par certains événements importants". Il s'agit notamment de la nomination de M. Alioune Coulibaly, comme nouveau Directeur Général de la BMS-SA, le 3 janvier 2019, de la recomposition assortie de la réduction de la taille du Conseil d'Administration, qui passe de 11 à 9 administrateurs, dont 3 indépendants, du renouvellement des mandats des commissaires aux comptes, de la migration du système d'information bancaire de la version 9.10 vers la version Amplitude Up 11.3, de l'acquisition d'une licence membre principal VISA International pour l'acquisition GAB et émission de cartes prépayées et cartes de débit en juin 2019, des signatures des accords de financement avec la BOAD pour 10

milliards de FCFA et avec la BIDC pour 15 milliards de FCFA qui ont renforcé les interventions de la banque.

Au plan financier, Dr. Bokary Tréta d'ajouter que "les principaux indicateurs de la Banque, malgré un contexte socio-économique difficile et une concurrence de plus en plus vive dans le secteur, ont continué à évoluer favorablement".

Ainsi, au terme de l'exercice, le total du bilan s'est établi à 841 milliards de F CFA au 31 décembre 2019 contre 715 milliards de F CFA au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 126 milliards de F CFA ou 17,62%.

## 791 promoteurs financés

Les ressources Clientèle se chiffrent à 549 milliards FCFA contre 454 milliards en fin 2018, soit une progression de 20,92%. Au même moment, la Banque a vu sa part de marché croître de 1,7 point, en passant de 16,18% à 17,88%. Les emplois Clientèle se chiffrent à 537 milliards de FCFA en fin 2019 contre 418 milliards FCFA en 2018, soit une progression de 28,46% faisant de la BMS-S.A la première banque en termes de contribution au financement de l'économie nationale.

Le résultat net qui en découle, malgré le contexte économique difficile, s'est chiffré à 6,8 milliards de FCFA au 31 décembre 2019 contre 1,2 milliard de FCFA au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 5,6 milliards de F CFA (+460%).

Depuis plus de dix ans, la BMS-S.A est le partenaire privilégié des programmes et projets publics d'appui à l'entrepreneuriat et à l'inclusion financière. Ce partenariat la lie à des structures publiques comme l'APEJ, l'ANPE/FARE, le PROCEJ, le PAPSA/FDE, le P-GRL, le PDSU-DNDS, l'AOPP, le PROFAC et le PACEPEP mais aussi des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).

En 2019, elle a financé 791 promoteurs pour un montant total de 4,7 milliards FCFA couvrant tout le territoire et tous les secteurs d'activité. Il s'agit de 613 projets de jeunes dans le cadre du PROCEJ pour un encours total de 2,5 milliards FCFA ; 53 projets de jeunes dans le cadre de l'exécution de la convention de partenariat entre l'APEJ, la BMS et, entre autres, l'Association Malienne des Personnes de Petite Taille (APPT) pour 131 millions FCFA ; 94 projets PACEPEP pour un encours de 2 milliards FCFA ; 31 projets de micros petites et moyennes entreprise (MPME) dans le cadre du PGL-R, à hauteur de 48 millions. Aussi en 2019, la BMS a effectué pour le compte de l'Etat et de ses partenaires des cash transferts dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et Mopti ainsi que le District de Bamako à destination de 35.355 bénéficiaires de 9 cercles, 167 communes et 1 232 villages.

### De grandes orientations pour 2020

Pour 2020, la BMS-S.A entend poursuivre les grandes orientations définies par son Conseil d'Administration, notamment la continuation des activités de financement de l'immobilier entamées après la fusion, le renforcement des capacités dans l'organisation et le management de la banque ainsi que la formation du personnel à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau PCB des dispositifs de Bâle II et III et de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

S'y ajoutent la poursuite de la modernisation de la banque à travers la mise en place de nouveaux services bancaires, la modernisation des instruments de financement et de paiement en s'appuyant sur le développement technologique, la consolidation de la position de la BMS-S.A parmi les 1ères banques du Mali, l'amélioration de la rentabilité de la banque par une meilleure maîtrise des frais généraux et des risques de contrepartie; le développement du réseau d'agences et du portefeuille Clientèle, la poursuite des efforts de la BMS dans le financement de l'économie nationale.

## Mali : Près de 400 migrants maliens bloqués au Niger



**M**enacés par une propagation de coronavirus, près de 400 migrants maliens sont coincés au Niger à cause des fermetures des frontières

Près de 400 migrants maliens sont coincés dans les centres de l'OIM au Niger à cause des fermetures des frontières et qui sont menacés par la propagation de coronavirus. Agadez dans le nord, est un lieu de passage pour les migrants en partance pour l'Europe.

Depuis le début de la pandémie de coronavirus, la situation des migrants s'est dégradée et ils sont exposés à la pandémie de coronavirus. La fermeture des frontières, les contrôles rigoureux des gouvernements des pays de transit a rendu les déplacements des migrants difficiles. C'est dans un camp de migrants de Agadez que nous sommes rentrés en contact avec un migrant malien, Dramane Coulibaly, 26 ans. Il vit avec plusieurs centaines de Maliens dans des conditions difficiles.

« J'étais dans la forêt, en face au grand grillage de barrière qui sépare le Maroc et l'Espagne, quand le 25 février des policiers marocains m'ont arrêté, j'étais avec un autre groupe de migrants maliens », dit Dramane Coulibaly. « Les marocains nous ont abandonnés dans le désert algérien le 1er mars, et les autorités algériennes sont venues nous prendre pour nous déposer à la frontière avec le Niger le 1er mars. Nous avons marché 25km avant que les gens de l'OIM ne viennent à notre rencontre pour nous amener au camp de OIM de Agadez où nous sommes toujours ».

Selon les migrants, ils sont plus de 1000 dans le camp de transit de Agadez, alors que l'OIM affirme qu'ils sont 800, et même si le chiffre avancé par l'OIM est réel, le camp de transit de Agadez n'a jamais connu un grand nombre de migrants de ce genre depuis 2016.

Et les migrants dénoncent leurs conditions de vie dans ce camp de transit de Agadez où d'autres migrants continuent à venir. « Le 26 avril, 19 migrants refoulés de l'Algérie sont venus dans le camp ; ce jour-là, il y avait eu des manifestations et les policiers sont venus nous gazer. Nous avons dit que nous ne sommes pas d'accord que des migrants de nationalité nigérienne viennent s'ajouter à nous alors qu'ils ont quitté Algérie où il y a coronavirus et alors même qu'ils sont des nigériens alors pourquoi l'OIM les amène ici ? », s'interroge Dramane Coulibaly.

L'OIM affirme qu'elle accueille environ 1 800 migrants actuellement dans les centres de transit au Niger, dont près de 400 migrants maliens répartis entre les centres d'Agadez, d'Arlit et de Niamey, dans des circonstances normales, ils seraient désormais chez eux.

« Malheureusement, en raison de la pandémie et la fermeture de la frontière qui a suivi, nous avons dû reporter leur départ. Nous plaidons pour un couloir humanitaire pour les aider à rentrer chez eux depuis plus d'un mois maintenant, car non seulement les migrants s'impatientent, mais nos ressources s'épuisent aussi », dit Monica CHIRIAC, porte-parole de l'OIM Niger.





## Élections législatives : La Cour punit SBM et son parti

**S**oumeylou Boubeye Maiga, ancien Premier ministre de IBK, réalise à ses dépens ce qu'il en coûte de se servir d'une position de pouvoir pour fausser les règles du jeu démocratique, des élections en particulier. Du haut de l'assurance de sa toute puissance, il avait mis l'appareil d'Etat, les instances juridictionnelles au service de la victoire fabriquée de IBK à l'élection présidentielle de juillet-août 2018, rejetant avec dédain et sourire narquois tous les griefs de l'opposition notamment du candidat Soumaila Cissé.

Le communiqué bilan de ASMA-CFP est un tir groupé sur la Cour constitutionnelle avec des arguments tout à fait recevables, mais il y a comme un goût d'inachevé, un manque de courage à dénoncer le donneur d'ordre pour cette mascarade qui ne peut être que son ancien patron et son ancien allié le RPM.

Mais Manassa et les huit autres juges de la Cour ne sont pas à leur coup d'essai. Ils ont sévi avec le même déni de droit en faveur du candidat IBK pour créer sa victoire à la dernière élection présidentielle.

Où était SBM quand la Cour constitutionnelle,

au mépris des textes, s'est permise de donner un avis au ministre de l'administration territoriale sur le vote par procuration quand la loi et son propre règlement intérieur lui interdisent d'opiner sur une question susceptible de lui être soumise dans le cadre du contentieux électoral. Le premier ministre Boubeye devait être content de ce zèle à défaut de le susciter.

L'ASMA-CFP affirme dans son communiqué qu'il n'y a presque pas eu de vote à Kidal du fait que « la majorité des électeurs ont été invités à accomplir leur devoir dans le seul chef-lieu ». On croit rêver ! Qui ne se souvient encore de l'image (vidéo) de ces chefs de tribus avec les urnes sur les genoux à les remplir à volonté pour le candidat IBK qui gagnait 100% des voix dans tous les bureaux, mais 100% de 100% des électeurs inscrits, ce qui signifie que depuis l'établissement des listes électorales, ces tribus nomades n'avaient enregistré ni décès, ni malades le jour du vote, ni déplacement d'électeur de son lieu de résidence. C'est qui l'idiot qui a dit que la perfection n'est pas de ce monde !

On vous passe les autres griefs de SBM qui ressemblent étrangement aux récriminations des autres candidats contre l'élection de IBK en 2018. « Les urnes saccagées » ou « l'irruption d'hommes armés dans les bureaux de vote » qui rappellent à s'y méprendre à la violence organisée dans le Centre du pays (la région de Mopti) pour priver Soumaila Cissé d'un supposé fief électoral.

La dénonciation de toutes ces irrégularités ne parut aux yeux de SBM que l'expression de l'amertume des vaincus. Et à tout considérer, le régime qu'il a fait réélire au forceps avec l'appareil administratif, sécuritaire et à coup de centaines de millions pour les chefs rebelles, ce régime-là a compris qu'on peut faire plus simple en s'appuyant sur la Cour constitutionnelle pour déterminer l'issue du vote. Le seul problème, SBM s'est trouvé entre-temps du côté des victimes.

On peut être infiniment triste pour la démocratie au Mali, mais ce n'est vraiment pas une mauvaise chose que le fondateur de ASMA-CFP n'aie pas emporté au Paradis le butin politique du hold-up électoral de 2018. « Quoique Dieu soit lent à punir, il n'est pas oublieux ». C'est un proverbe basque, Monsieur le Premier ministre !

■ **Bakary Diarra in  
Refondation du Mali**

# Le réseau des Femmes Africaines ministres et parlementaires : Renforce la capacité des femmes élues

Après la brillante élection des 41 femmes au sortir des législatives âprement disputées, le réseau des Femmes Africaines ministres et parlementaires a organisé une journée d'échange avec elles, le mercredi 20 mai 2020, au Centre Aoua Keita. L'objectif était d'outiller les femmes élues afin qu'elles s'affirment au sein de l'hémicycle.



Cette journée d'échange était placée sous la présidence de madame Oumou Ba. Elle est revenue sur les conditions d'adoption de cette loi. Selon elle, après la signature de plusieurs conventions, il était indispensable pour notre pays d'instituer des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et élections. Par cette loi, le président de la république a prouvé une fois de plus que les femmes ne peuvent pas rester désormais en marge de la gestion des affaires publiques. Aussi, dit-elle, les femmes doivent saisir cette opportunité pour s'épanouir.

Mme Kané Nana Sanou, représentante de la présidente des réseaux des Femmes Africaines

ministres et parlementaires a félicité les honorables députés pour leur brillante élection afin de représenter les électeurs à l'assemblée nationale du Mali. « **Nous en sommes honorées, nous en sommes fières. Pour la première dans l'histoire politique de la république du Mali, 41 femmes vont siéger au sein de l'hémicycle. C'est un jour nouveau pour les femmes. Nous voulons souhaiter bonne chance pour la conduite de cette mission certes difficile avec beaucoup d'embûches mais exaltante. Nous voudrions vous rappeler que vous êtes l'espoir de toutes les femmes du Mali. Vous êtes aussi le fruit d'une grande lutte, et le fruit d'une grande mobilisation**

», a-t-elle dit.

C'est un atelier d'orientation car, dit-elle, les femmes doivent jouer pleinement toute leur partition dans l'animation de notre Assemblée. La loi 052 n'est pas seulement pour les postes électifs mais aussi pour les postes nominatifs. Les échanges ont porté sur le rappel des objectifs de la rencontre, la loi 052, la portée et l'impact sur les élections de façon générale, les organes de travail de l'Assemblée nationale, les rôles des femmes députées dans les différents organes de promotion et protection des droits des femmes et la remise des lettres de félicitations a mis fin à la cérémonie.

La participation à la vie politique est un droit garanti par plusieurs conventions internationales. Mais faire de ce droit écrit une réalité demande un investissement sur le terrain. Il n'y a pas d'institutions ayant un plus grand impact sur la participation politique des femmes que les partis politiques. Dans la plupart des pays, ce sont eux qui se chargent du recrutement et de la sélection des candidats et qui décident des questions qui figureront dans leur programme. Les perspectives d'autonomie politique des femmes sont largement dépendantes de leur présence au sein des partis politiques et de la façon dont ces derniers encouragent et renforcent leur participation. Les partis politiques sont la clé de la participation des femmes, car ce sont eux qui recrutent et choisissent les candidats aux élections et décident de l'agenda politique du pays. Pourtant si les femmes sont généralement bien représentées dans les partis politiques au niveau local et dans des rôles subalternes, elles sont sous-représentées aux postes de direction. Comme elles n'ont pas accès aux réseaux d'influence en place, qu'elles disposent de très peu de ressources, qu'elles ont peu de modèles à suivre ou de mentors et parfois ne bénéficient même pas de soutien de leur famille ou de leur communauté, on peut comprendre que leur participation à la vie politique reste inférieure à celle des hommes.

Avant la fin de cet atelier d'échange, les femmes élues ont remercié les femmes du réseau des femmes Africaines ministres et parlementaires pour leur clairvoyance et leur sens élevé de responsabilité. Aussi, elles se sont engagées à ne pas décevoir leurs consœurs.

■ Ibrahim Sanogo

## Assemblée Nationale : Un autre duel en vue



**A**près l'élection au perchoir du président de l'Assemblée Nationale, place est faite à l'organisation des membres du bureau de l'Assemblée. Pour la VI<sup>ème</sup> législature, les choses pourraient être un peu difficiles concernant son organisation. Après l'élection du président de l'Assemblée Nationale, avant même le commencement des travaux de l'Assemblée, il faut d'abord organiser les membres du bureau de l'AN. Pour la VI<sup>ème</sup> législature, l'on peut dire que les choses commencent à se mettre en place, mais avec une tire à la corde. Une lutte de place s'installe entre les membres du RPM et MPM. Notamment la place de vice-président. Entre Diarrassouba et Baber Gano, une lutte s'impose! Mais pour l'instant, ça traîne. Pour la vice-présidence de la VI<sup>ème</sup> Diarrassouba part favori, puisqu'il a longtemps été dans les rouages de la vie de l'Assemblée Nationale et son rôle a été déterminant. En plus de tout

cela, Diarrassouba est l'homme qui pourrait aider le nouveau président du perchoir. Notamment en matière de la politique de gestion des affaires de l'Assemblée puisqu'il a été questeur lors de la V<sup>ème</sup> législature. Mais le vent pourrait tourner en faveur de son adversaire Baber Gano, un homme aussi redoutable en affaire. Actuellement, il était ministre de l'Intégration africaine, et un homme puissant du parti RPM. Son rôle a été aussi repéré dans l'élection du président de l'Assemblée nationale. En tout cas, le dernier mot appartient au président de l'Assemblée Nationale avant d'envoyer une copie à la Cour constitutionnelle pour validation. Il est important de souligner que le parti part favori dans la VI<sup>ème</sup> législature, puis l'ADEMA-PASJ et l'URD. Ce qui démontre que le président de l'Assemblée nationale a plus de chance de faire passer certaines lois, au détriment des autres formations politiques. Au-delà de tout cela, le président

de l'Assemblée Nationale est malheureusement le président le plus contesté dès son élection au perchoir, une première au Mali. Déjà les attitudes du tout nouvel élu au perchoir ont tendance à être scrutées à la loupe depuis son élection et plusieurs ont été dévoilées au grand public. Les gens se demandent comment le président aussi mal aimé du public pourrait mettre en place des lois strictes pour le développement du pays, surtout quand on observe la manière dont il a été élu président de l'Assemblée nationale. Par ailleurs, c'est juste après la nomination de vice-président par l'Assemblée Nationale que tous les membres du gouvernement doivent démissionner pour un remaniement ministériel. Tout cela pourrait prendre fin après la fête de Ramadan.

■ **Lansine Coulibaly**



## Mali : AQMI négocie chèrement la libération de Soumaïla Cissé

Enlevé le 25 mars par un groupe se revendiquant d'AQMI, le chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé, est l'objet de négociations très dures de la part des chefs djihadistes violemment hostiles à l'Etat malien et à la France

Emmené à l'arrière d'une moto par ses ravisseurs à la veille des élections législatives dans la circonscription de Niafunké (région de Tombouctou) où il était candidat, le chef de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé, a été séparé de ses camarades et nul ne l'a revu depuis.

Le maire de la commune de Koumaïra, Amadou Oumar Kalossi, brièvement enlevé à son tour alors qu'il entreprenait une négociation en faveur de la libération du président de son parti, a retrouvé la liberté le 10 mai. Il a déclaré n'avoir pas vu Soumaïla Cissé. Mais avoir entendu dire, par ses geôliers, qu'il était bien traité. Il a dit avoir été lui-même « traité humainement et avec respect ».

### Preuves de vie absentes

Me Demba Traore, le porte-parole de l'URD, le parti de Soumaïla Cissé, a confirmé l'absence de preuve de vie de son président à Mondakri. « Depuis son enlèvement et jusqu'à cette date, en ce qui nous concerne, au sein du parti aussi bien qu'au niveau de sa famille, personne d'entre nous n'a vu une vidéo, une preuve de vie le concernant ».

Si les institutions régionales et panafricaines, plusieurs chefs d'Etat de la région ainsi que la majorité de la classe politique et de la société civile malienne ont appelé à la libération immédiate du septuagénaire, l'URD ne sait rien des initiatives prises par la cellule mise en place par le gouvernement. « Je ne saurais dire grand-chose. Je ne suis pas membre de cette cellule », a expliqué Me Traoré. « Nous n'avons pas d'information officielle, mais ce qui nous parvient venant de Niafunké, des villages et communes environnantes, c'est que notre président est très bien traité et qu'il va être libéré sous peu. »

### Du « gros poisson »

Dans une audio diffusée sur les réseaux sociaux juste après l'enlèvement du chef de file de l'opposition, un homme se présentant comme un proche d'Amadou Koufa, le chef de la Katiba Macina rattachée à Aqmi, avait revendiqué l'enlèvement en expliquant que le groupe comptait bien négocier le mieux possible la libération de l'homme politique qualifié de « gros poisson ». « Il faut en tirer profit : de l'argent et la libération de nos prisonniers », poursuivait-il. Ses ravisseurs ont clairement indiqué espérer une rançon à la hauteur du poids politique du chef de file de l'opposition. D'après certaines sources, c'est le chef des opérations militaires de la Katiba Macina qui aurait pris Soumaïla Cissé, en attaquant son convoi sans savoir de qui il s'agissait. Cette action s'inscrivait dans le combat plus général mené par AQMI contre le processus électoral et tous les représentants de l'Etat malien. La campagne électorale a d'ailleurs été marquée par d'autres enlèvements et attaques de candidats tandis que des messages de menaces étaient relayés par des hommes armés à Tombouctou, Gao et Mopti contre les électeurs voulant se rendre aux urnes.

### Abou Talha Al-Libi à la manœuvre

Le nouveau chef d'AQMI au Mali, Abou Talha Al-Libi, un Libyen né à Sebha que l'armée nationale libyenne affirmait avoir tué en 2019, a repris l'organisation en main depuis quelques mois. Il coiffe désormais la Katiba du Macina ainsi que le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) commandé par Iyad Ag Ghaly, rappelés tous deux à l'orthodoxie idéologique, y compris dans leurs velléités de négociations avec les autorités maliennes. C'est sous son commandement qu'on assiste depuis le début de l'année à un sursaut spectaculaire d'AQMI contre son rival de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), qui lui a permis de reconquérir le terrain perdu dans le Gourma et au Nord du Burkina Faso.



### L'Etat malien dans le collimateur

AQMI reprend également l'initiative du rapport de force frontal avec l'Etat malien, accusé de servir les intérêts de ses alliés étrangers au détriment des croyants et du peuple malien selon la terminologie en vigueur. Les attaques de Dioungani et Sokolo contre l'armée et la gendarmerie maliennes, fin janvier, en attestent.

Pour AQMI, en somme, même s'il est le chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé est partie intrinsèque du système à combattre et ne mérite pas un meilleur sort que les autres. AQMI veut également faire la preuve de sa loyauté au djihad et s'inscrire en faux contre les accusations de trahison émanant de ses concurrents de l'Etat islamique. Elle doit donc rassurer ses combattants sur le fait qu'elle n'entend pas composer avec l'Etat.

En exigeant le départ des forces françaises en prélude à toute discussion, le GSIM sonne finalement le glas des négociations. Il place aussi le Président Ibrahim Boubacar Keita dans une posture bien délicate. Car il lui sera difficile de convaincre son opinion publique de sa volonté sincère de faire libérer son premier adversaire politique. Au-delà des inquiétudes pour la santé et la sécurité du chef de file de l'opposition, la situation démontre l'impuissance d'Ibrahim Boubacar Keita et de ses partenaires et nourrira assurément bien des soupçons.

■ Source : Mondafrique

## COVID 19 : L'effet législatives 2020

Le mal s'embrase, monte en flèche et s'étend comme une trainée de poudre. IBK fait semblant d'en être surpris et joue aux innocents. Mais, sa sébile de mendiant se remplit. Sans faire le bonheur des populations.

La Covid-19 est une maladie dont on peut se protéger et protéger les autres. Il suffit seulement d'en avoir les moyens. Et IBK en a. Il a vite constitué un vrai trésor de guerre (masques 'covidproof', gants, dispositif de lavage des mains, gel hydro alcoolique, mouchoirs jetables, poubelles et désinfection systématique des lieux). En plus, il n'est pas obligé d'aller travailler. Et avec la vidéoconférence, il fait le minimum. Il ne reçoit plus que des personnalités triées sur le volet.

A partir de là, le Mandé Mansa peut voir venir. Ses mentors au niveau de la communauté internationale sont satisfaits de lui mais le surveillent de près. Ainsi, depuis 2014, ils lui coupent les moyens financiers et le font avancer à coup de bâton. Pour sauver les apparences, il tire le diable par la queue en fait, il est obligé de faire toutes sortes de combines et d'acrobaties pour avoir des ressources. Cela pousse à faire des micmacs pas toujours catholiques. Les achats militaires, dans le cadre de la Loi de programmation militaire, en sont une parfaite illustration. Des centaines de milliards ont disparu mais, le ministre de la Justice Malick COULIBALY et son procureur KASSOGUÉ ne peuvent pas creuser. Car seul Dieu sait où on va aboutir.

Bref, les temps sont très durs et il n'y a pas de petits marigots ; financièrement parlant. Chaque petite ressource est vitale. Or, le Covid-19, il l'a vite compris, est un filon qui pourrait rapporter gros. Elle est une grosse pluie mondiale. Il y a à boire et à manger. Il faut donc prévoir de quoi recueillir l'eau. IBK a donc créé un compte bancaire dénommé Fonds Covid-19.

Ressasser les statistiques pour susciter les dons

Et chaque jour que le bon Dieu fait, il fait égrener les statistiques de la Covid-19 au Mali (nombre de cas positifs, lieux, nombre de morts, nombre de guéris, etc.). Cela n'a rien à voir avec la transparence. Il s'agit de crier sous

les fenêtres des donateurs pour susciter leurs gestes. Même les grèves et les manifestations des soignants sont objectivement bonnes pour susciter les dons. Il est cocasse de noter que le communiqué officiel du gouvernement qui informait de la création du Fonds Covid-19 IBK mentionnait aussi le nom du premier donateur et le montant donné.

Les dons affluent donc depuis et le compte bancaire enfle à vue d'œil. Quant aux dons en nature, c'est la place qui manque pour les stocker. La question que les maliens se posent alors est : mais, où va tout ça ? Car en dehors de la télé et la radio, ils ne voient plus rien.

A cet égard, certains masques (bleu du genre que portent nos officiels) sont en vente dans la rue par les ambulants : d'où ça vient ? Tout bon malien sait que dans les boutiques et avec les ambulants, on peut acheter des denrées alimentaires, les médicaments et autres sur lesquels c'est écrit : «Don de... Interdit à la vente».

Il y a de cela quelques années, les moustiquaires données au gouvernement malien pour être donné aux populations vulnérables dans le cadre de la lutte contre le paludisme ont inondé les marchés. Un ministre de la République a eu maille à partir avec la Justice à cause de ces moustiquaires. Il lui a fallu tous les talents d'un avocat malien chevronné pour le tirer d'affaire et laver son honneur.

Par le passé, la sécheresse et les criquets ont fait la fortune des ministres et des hauts cadres dans ce pays. Toutes les détresses sont bonnes pour s'enrichir, pour certains. La Covid-19 n'échappe pas à la règle et son compte bancaire se remplit à vue d'œil. Les dons en nature affluent par dizaines de millions d'unités. Mais, les maliens se demandent où ça va tout ça. Ils disent ne rien voir et ignorer la ou les destinations prises par tous ces dons en argent et en nature. Les gens ne reçoivent rien, ni dans un domaine et ni dans un autre. Ils pensent (ce sont eux qui nous le disent) que si vraiment les donateurs donnent à l'intention des populations maliennes, alors, ils peuvent arrêter.

Comme attendu, les législatives ont boosté le mal

Les deux tours des législatives (29 avril et 19

mai) ont fait exploser la Covid-19 semée en mars. Et c'est seulement maintenant que IBK semble s'apercevoir de cette explosion. En effet, à l'occasion de la Nuit du destin (mardi 19) son adresse à la Nation, très courte et bâclée, était quasiment consacrée à la pandémie. Tel un incendiaire qui crie au feu, IBK a eu ces mots : «Elle [la pandémie] progresse de manière assidue ». Un euphémisme face à l'explosion inquiétante du mal et sa propension à coloniser les recoins éloignés de Kayes et de Bamako- les deux foyers du départ.

Il a alors préconisé le port du masque. Une fois de plus depuis le 10 avril et sa promesse, toujours non tenue, de doter chaque malien de masques. Interrogés, les regroupements de personnes sans masques répondent invariablement : «Mais, on n'en a pas. Le président a promis à tout le monde, mais nous, on a rien vu ». C'est partout exactement la même litanie : les masques sont donnés aux happy few ; la toute petite minorité choyée.

De leur côté, tous les soignants du Mali manifestent leur mécontentement à tour de rôle. Chaque nouvel hôpital en manifestation se plaint de n'avoir jamais reçu comme protection et autre depuis le début du Coronavirus. Or, ils voient à la télévision que tout est venu. Il faut le dire : le Mali est nu et désarmé face à la pandémie. Et les maliens ne comptent que sur Allah.

Tous redoutent l'explosion du Coronavirus nouveau après les législatives. Aussi, avait-on croisé les doigts. Malheureusement, les craintes se sont avérées fondées. Même si certains en font leur beurre.

■ Amadou TALL





# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**



## Fête de Ramadan : Une manifestation de la solidarité

L'Âid el Fitr arrive donc après 29 ou 30 jours de jeûne. Il désigne ainsi la fête de la rupture du jeûne, l'occasion de célébrations et de fêtes. Lorsque le jeûne est terminé, les musulmans se rendent dans les mosquées en début de matinée, vêtus de leurs plus beaux vêtements (souvent nouveaux), pour la première prière de l'Âid. Des présents sont ensuite remis aux enfants, des festins sont organisés et des visites aux parents et amis effectuées, des aliments sont aussi donnés aux pauvres (zakat al-fitr).

Les musulmans profitent de ce jour de fête pour

rendre visite à leurs amis proches et leur famille. Certains musulmans considèrent qu'une fête doit durer 3 jours, donc ils célèbrent l'Âid pendant 3 jours. La prière est de deux rak'ahs seulement et elle est optionnelle (sunat) par opposition aux cinq prières quotidiennes prescrites.

Selon l'Imam du centre culturel islamique de Bamako, Idrissa Diarra, la fête de ramadan est une fête importante de l'islam dont les fidèles musulmans se rassemblent traditionnellement dans les mosquées pour une prière commune. C'est un jour pendant lequel les musulmans

sortent nombreux pour célébrer la fête en commençant par la prière. Mais avant cela, ils doivent donner un sacrifice pendant qu'ils célèbrent la prière. Ce sacrifice, dit-il, doit être donné aux pauvres afin qu'eux aussi se sentent dans la joie le jour de la fête, qu'ils arrivent avoir au moins le décent, le minimum pour vivre avec l'aide de leurs coreligionnaires.

L'Imam Diarra estime que c'est une recommandation de Dieu que les musulmans doivent observer. Pour lui, cette fête religieuse est pleine de significations et une occasion pendant laquelle, le musulman doit manifester la solidarité.

Toutefois, pour cette année, tous les indicateurs dénotent que les musulmans vont probablement devoir fêter sans pouvoir se rassembler dans les mosquées et les salles de prière, comme le veut la tradition à cause du coronavirus.

■ Ibrahima Ndiaye



# Covid-19 et transport au Sénégal : Cafouillage au sommet de l'Etat



**E**n avant ! En arrière ! Le rétropédalage est devenu presque la norme, en matière de gestion de la lutte contre la Covid-19. La contradiction notée dans le secteur du transport en moins d'une semaine en est un exemple patent.

C'est à croire que l'Etat du Sénégal peine à trouver la bonne voie, dans le volet transport de la lutte contre la propagation de la Covid-19. Depuis l'annonce des mesures d'assouplissement par le chef de l'Etat Macky Sall, il y a un sentiment largement partagé chez les citoyens et observateurs que les décisions prises ne sont pas toujours les bonnes.

Dans son message à la Nation du 11 mai, le chef de l'Etat est resté muet sur le transport terrestre, à part l'instruction qu'il a donnée au gouvernement de voir comment permettre aux travailleurs saisonniers de regagner la zone rurale pour préparer l'hivernage. Les moyens de déplacement pour les enseignants et les élèves sont donc omis par Macky Sall qui a pourtant confirmé la réouverture des écoles le 2 juin. Quelques jours après, le ministère des Transports terrestres annonce des assouplissements dans le cadre du transport urbain, sans aucun mot pour celui interurbain. On comprend donc par-là que l'interdiction reste maintenue.

Mais le 14 mai dernier, le ministre de l'Intérieur Aly Ngouille Ndiaye ouvre la voie pour ceux qui veulent aller fêter la Korité en famille. «Nous invitons au maximum les gens à rester parce que la fête de Korité est certes importante, mais l'enjeu veut que les gens restent. Maintenant, s'ils ne veulent pas rester, ils peu-

vent demander une autorisation et, très certainement, ils vont bénéficier d'assouplissement pour voyager", annonce l'autorité.

## Baliser le chemin au virus

Pour Seydi Gassama, cette décision n'a aucun sens, au vu de la situation actuelle de la pandémie de la Covid-19 au Sénégal. «C'était absurde de dire qu'on va autoriser les gens à aller passer la fête et revenir. C'est totalement incompréhensible», regrette Gassama, joint par téléphone par Seneweb. Pour lui, la Korité est certes importante, mais si on est en période de pandémie, il n'y a pas de raison d'autoriser les déplacements. Du côté des spécialistes de la question, les mots sont les mêmes. Le virologue El Hadj Seydou Mbaye trouve «incompréhensible» cette décision d'Aly Ngouille Ndiaye. D'autant plus que, relève-t-il, malgré l'interdiction du transport interurbain, les gens continuaient à se déplacer de manière clandestine. Autrement dit, leur baliser le chemin équivaut à réduire à néant tout ce qui a été fait pour limiter la propagation du virus.

«Nous sommes face à une évolution de plus en plus de la maladie. Donc, il serait suicidaire de lever les barrières interrégionales, vu la vitesse de la propagation du virus», alerte-t-il dans un entretien avec «L'Observateur».

Dans tous les cas, le message du ministre Aly Ngouille Ndiaye a été reçu 5 sur 5 par les citoyens qui, visiblement, ont hâte de retrouver leur famille. C'est le rush vers la plateforme numérique. Mais sur le plan pratique, l'on se rend compte que l'autorisation est accordée à

ceux qui sont véhiculés, excluant, du coup, la majorité des Sénégalais qui se déplacent grâce aux moyens de transport en commun.

Ce qui installe, selon beaucoup de citoyens, une sorte de deux républiques : celle des riches qui peuvent se payer un véhicule particulier et celle des pauvres réduits à rester sur le carreau, parce que le transport en commun interurbain est interdit. «Cela est inacceptable. Soit on autorise pour tout le monde, soit on n'autorise pas», tranche Seydi Gassama.

Finalement, le ministre a opté pour la non-autorisation. En effet, face à la clameur réprobatrice et la forte demande, Aly Ngouille Ndiaye a fait machine arrière. «La délivrance des autorisations spéciales de circuler est suspendue à compter du mercredi 20 mars 2020 à 21h jusqu'à nouvel ordre, à l'exception de celle relative au transport de corps sans vie et de celle pour raison de santé», informe l'autorité à travers un communiqué mardi. Non sans avertir les contrevenants que leurs véhicules seront mis en fourrière.

## Ce qu'en pense le ministère de la Santé

Pour motiver sa nouvelle décision, le ministre invoque la concentration de la maladie à Dakar et environs. «A la date du 19 mai, plus de 80% des cas sont dans le périmètre constitué par la région de Dakar et les départements de Mbour et Thiès», argumente-t-il.

Un motif qui pose la question de la prise en compte des données dans la prise de décision, car ces statistiques invoquées étaient bien disponibles avant que le locataire de la place Washington n'ouvre la voie aux autorisations. «Il y a toujours une impréparation, un sentiment de tâtonnement, un manque de concertation avant la prise de décision. C'est comme s'il n'y a pas un team management pour bien analyser la situation et prendre les bonnes décisions», regrette Abdourahmane Sow, Coordonnateur du Cos M23.

Aly Ngouille Ndiaye avait-il pris l'avis des autorités sanitaires avant de s'engager ? Une source bien placée au ministère de la Santé dit ne pas être informée. «Peut-être que la décision a été discutée entre ministres». Dans tous les cas, les autorités sanitaires ont bien accueilli la dernière décision sur le transport. «On salue plutôt le fait que le ministère de l'Intérieur ait choisi de revenir à la limitation



des déplacements. Quand les gens se déplacent, la chaîne de transmission est favorisée. L'interdiction permet de revenir à la concentration sur la lutte contre la propagation du virus», indique la même source.

### Aly Ngouille Ndiaye vs Cheikh Oumar Gaye

L'autre fait marquant est que, le même jour, avant le communiqué du ministère de l'Intérieur, le directeur des Transports terrestres, Cheikh Oumar Gaye, avait déclaré qu'il est possible que le transport interurbain reprenne. «Dans le cas de la pandémie de la Covid-19, ce sont les autorités sanitaires qui donnent la conduite à tenir. On est en train de réfléchir sur la levée de l'interdiction du trafic interurbain. Mais c'est le président qui décide et le ministre de l'Intérieur est chargé de la faire appliquer», affirmait-il sur la Rfm, hier à midi.

Quelques heures après, Aly Ngouille Ndiaye sort un communiqué qui dit totalement le contraire. Aujourd'hui mercredi, le même Cheikh Oumar Gaye s'est montré assez prudent sur la question. «Les décisions dans le cadre de l'interurbain dépendront des orientations des autorités sanitaires», s'est-il contenté sur Radio-Sénégal, sans plus de précision sur la reprise ou non.

Selon Abdourahmane Sow du Cos M23, au vu des nombreuses errements notés dans le cadre de la lutte, il y a nécessité de créer un cadre fédérateur. «Il faut un comité national de gestion qui implique toutes les sensibilités et qui prend en charge toutes les questions impliquant les secteurs concernés. Ce comité va aider à la réflexion et à la mise en œuvre des décisions», souligne-t-il.

Sow pense qu'il faut y inclure la société civile et les acteurs politiques, puisqu'il s'agit d'un combat national. «Il faut fédérer toutes les forces pour, une démarche consensuelle», préconise-t-il. Sinon, s'inquiète-t-il, il y aura toujours le risque de prendre de mauvaises décisions qui participent à la désolidarisation et au mépris de la dangerosité de la maladie. Babacar WILLANE

## Affaire Carlos Ghosn : Deux hommes soupçonnés de l'avoir aidé à fuir le Japon ont été arrêtés

Deux hommes ont été arrêtés ce mercredi aux Etats-Unis. Ce père et son fils sont soupçonnés par le Japon d'avoir aidé l'ancien magnat de l'automobile Carlos Ghosn à fuir la justice nipponne dissimulé dans un caisson d'instrument de musique.

Michael T., 59 ans, un ancien membre des forces spéciales américaines reconverti dans la sécurité privée, et Peter T., 27 ans, ont été arrêtés au petit matin à Harvard, dans le Massachusetts, a indiqué à l'AFP le ministère américain de la Justice. Ils doivent comparaître par vidéoconférence devant un juge fédéral de Boston.

L'un d'eux s'apprêtait à partir au Liban

Selon les procureurs, ils présentent un « grand risque de fuite » et doivent rester en détention en attendant que le Japon adresse formellement sa requête d'extradition. Peter T. a été interpellé alors qu'il s'apprêtait à partir pour le Liban, où s'est réfugié l'ancien patron de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi Motors, et qui n'a pas de traité d'extradition avec le Japon, ont-ils souligné.

Les deux hommes, ainsi que le Libanais George-Antoine Z., sont accusés par Tokyo d'avoir aidé Carlos Ghosn à échapper à la justice japonaise lors d'une évasion spectaculaire le soir du 29 décembre. Visé par des plaintes pour malversations financières, le grand patron était en liberté sous caution, avec interdiction de quitter le Japon, quand il est parti pour le Liban, dont il a la nationalité. Interrogé à plusieurs reprises sur les conditions de sa fuite, Carlos Ghosn a refusé de livrer les détails, mais les documents judiciaires américains précisent le contour de l'expédition.

Peter T. s'est rendu trois fois au Japon dans les mois précédents l'opération et a rencontré Carlos Ghosn à sept reprises, d'après ces documents. Le 28 décembre, il a pris une chambre d'hôtel au Grand Hyatt de Tokyo, où Carlos Ghosn l'a rejoint. Les deux hommes ont discuté pendant une heure, selon les caméras de

surveillance de l'établissement.

Le lendemain, Michael T. et George-Antoine Z. sont arrivés à l'aéroport du Kansai, près d'Osaka dans l'ouest du Japon, à bord d'un jet privé en provenance de Dubaï. Ils portaient de grandes caisses noires semblables à des caissons d'instrument de musique et ont indiqué aux employés de l'aéroport être des musiciens. Un mandat d'arrêt émis le 30 janvier. Après avoir déposé ces caisses dans un hôtel de l'aéroport, ils ont rejoint Tokyo en train. Pendant qu'ils voyageaient, Carlos Ghosn est retourné au Grand Hyatt, où il s'est rendu directement dans la chambre de Peter T. pour changer de vêtements. Les quatre hommes se sont ensuite retrouvés dans cet hôtel.

Peter T. est parti seul prendre un avion pour la Chine. Les trois autres sont retournés à l'hôtel de l'aéroport du Kansai où étaient restés les caissons. Sur les caméras, seuls Michael T. et George-Antoine Z. en repartiront avec les lourdes caisses. « Il n'y a pas d'image de Carlos Ghosn quittant la chambre. De fait, il était caché dans les caisses » que portaient les deux hommes, selon les documents de justice. A l'aéroport, ils ont pu embarquer leurs bagages sans les soumettre à des contrôles de sécurité, comme c'était alors la règle pour les jets privés. Ils se sont ensuite envolés vers la Turquie, puis le Liban. La justice japonaise a émis le 30 janvier des mandats d'arrêt contre Carlos Ghosn et ses trois complices présumés.





## Football : Didier Drogba élu meilleur attaquant de Ligue 1 des 20 dernières années



L'ancien attaquant vedette de Chelsea, Didier Drogba, a été élu meilleur attaquant de Ligue 1 au cours des 20 dernières an-

nées par les fans. Une autre star est partie les mains vides. L'ancien meilleur buteur Didier Drogba a été

nommé meilleur attaquant de Ligue 1 au cours des 20 dernières années lors d'un vote de fans. L'international ivoirien, désormais âgé de 42 ans, a prévalu en finale contre l'ancienne star du PSG Zlatan Ibrahimovic.

Lors de l'élection organisée par la Ligue d'élite française, les meilleurs attaquants des années 2000 se sont affrontés contre les meilleurs buteurs après 2010.

Drogba s'est imposé contre l'ancien attaquant lyonnais Karim Benzema et l'ancien professionnel du PSG Pauleta. Ibrahimovic a remporté les duels contre Kylian Mbappé et le buteur record du PSG Edinson Cavani en route vers la finale.

La star du Brésil et du PSG, Neymar, en revanche, a été éliminé au premier tour contre l'ancien Parisien Hatem Ben Arfa.

Drogba, qui a mis fin à sa carrière active en 2018, est apparu en Ligue 1 pour EA Guingamp et l'Olympique de Marseille. Son temps le plus réussi a été en Premier League à Chelsea.

## FIFA : L'IFAB dit oui aux cinq changements par match

L'International Football Association Board, l'instance chargée des règles du jeu, a autorisé par un communiqué un bouleversement majeur dans l'organisation des matches.

En réponse à la crise du coronavirus, l'IFAB a accepté que chaque équipe puisse procéder à cinq changements par rencontre, une proposition qui avait été mise sur la table par la FIFA pour permettre aux joueurs d'être davantage protégés pendant cette période difficile.

Cette nouvelle règle temporaire, appliquée avec effet immédiat, court jusqu'au 31 décembre 2020. L'IFAB et la FIFA décideront ultérieurement si le procédé sera prolongé sur le long



terme, notamment pour les compétitions amenées à se terminer en 2021.

L'IFAB précise que chaque formation n'aura que trois occasions d'effectuer des changements dans son onze, notamment à la mi-temps, dans le but de réduire au maximum les pertes de temps. Par ailleurs, en cas de pro-

longation dans les matches de Coupes nationales et en Coupe d'Europe, un changement supplémentaire sera autorisé.

■ Camille Fischbach



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Vous concentrer sur les tâches professionnelles demande de gros efforts de votre part, mais êtes-vous prêt à les faire ? Dans votre esprit, un coup c'est oui, un coup c'est non, impossible de vous positionner. Vous attendez une main tendue.

En bon signe de Feu, difficile de ne pas avoir envie de flamber, et de faire des grosses dépenses, sauf qu'il va falloir vous raisonner cher natif, si vous ne voulez pas voir vos comptes grimper rapidement dans le rouge. Essayez d'économiser.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Les rapports risquent d'être tendus entre collègues. Le carré Mars/Uranus vous met dans un état de surexcitation importante, et un inhabituel manque de contrôle peut vous surprendre. Ne laissez pas votre tempérament colérique prendre le dessus.

La maîtrise de vos finances est, comme d'habitude, parfaite ! Mais aujourd'hui, votre générosité est bien visible. Vous n'avez qu'une envie, celle de gâter vos proches. Vous êtes dans l'échange, mais sans excès, et c'est pour ça qu'on vous apprécie autant.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous aurez une masse de travail à effectuer, mais cela ne vous fera pas peur. Bien au contraire, cela vous permettra de vous concentrer et de prendre de l'avance sur les dossiers que vous aurez à traiter. Vous serez fier de vous en fin de journée.

Vous aurez envie de vous constituer un bas de laine pour y mettre vos économies avec la Lune dans votre secteur II. Vous n'aurez peut-être pas grand-chose à y déposer, mais en faisant le calcul, quelques euros par-ci, par-là et il finira par grossir.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous fuyez les ambiances moroses et les personnes qui ne sont pas de bon conseil. Au travail rien n'est facile aujourd'hui, mais vous décidez de prendre sur vous, car vous avez pas mal de dossiers à finaliser. Une nouvelle proposition se prépare.

Il n'y a pas mal de mouvements sur vos comptes, cher natif, entre les dépenses, les charges du quotidien et les échéances, une certaine surveillance est exigée. Vous bloquez un moment dans la journée pour mettre à jour votre comptabilité.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Des doutes pourraient facilement s'installer, mais vous ne vous démotivez pas pour autant. Vous pourriez conclure une affaire ou signer un nouveau contrat. Aujourd'hui, il est important de montrer votre envie d'évolution et votre détermination.

Si vous envisagez de faire un petit voyage très prochainement, cher Lion, c'est que vos finances le permettent. Vous êtes prêt à faire énormément d'efforts (si besoin) pour mettre un peu d'argent de côté en prévision d'un projet vacances.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Les relations professionnelles sont excellentes, et votre communication parfaite, comme toujours. Cela contribue à améliorer votre perfectionnisme inné, votre intelligence est ainsi employée avec toutes ses capacités. Tout va pour le mieux !

Vous pourriez recevoir une petite somme d'argent inattendue, une prime, ou un remboursement. Quoi qu'il en soit, cela risque de vous apporter plus de contrariétés que de plaisir. Prenez-le avec désinvolture, et ne cherchez pas le pourquoi du comment !



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous ferez votre travail de façon concrète et terre-à-terre, sans chercher à vous démarquer par une quelconque originalité. Cela vous permettra de mettre de l'ordre dans vos affaires courantes, de finaliser des dossiers en suspens et d'être enfin à jour.

Avec Jupiter en embuscade, vous n'aurez pas le droit à l'erreur, car tout pourrait prendre des proportions insoupçonnées. Un retard de paiement, une dette non remboursée et vous frôlez le rouge. Une rigueur absolue pourra vous tirer d'affaire.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Dans le travail quelques divergences d'opinions pourraient vous faire perdre du temps. Aujourd'hui, vous devez faire face à divers petits désagréments, cependant, votre volonté et votre force de caractère vous aident à aller de l'avant. Financièrement la journée s'annonce mitigée. Vous ne faites pas d'affaires et la situation n'est pas critique non plus. À part vos revenus professionnels, il n'y a pas d'autres rentrées d'argent prévues sur vos comptes. Surveillez votre gestion.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vos activités se portent bien, vous êtes concentré sur vos objectifs, rien ne peut vous en détourner. Vos qualités sont mises en avant, vos collaborateurs s'appuient sur vos idées. Avec détermination, vous parvenez à réaliser vos ambitions.

Vos revenus sont à la hausse, vous vendez un bien, immobilier ou automobile, vous profitez de cette transaction pour placer un peu d'argent de côté. Pour éviter des éventuels soucis financiers, vous pensez à faire fructifier les bénéfices.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Avec une communication et un relationnel parfaits, vous parvenez à concilier actes et idées. Votre détermination et votre sérieux sont au top, vous réussissez à convaincre tous vos collaborateurs de votre efficacité, ils ont foi en vous. C'est un sans faute !

La conjonction Mars/Saturne va rentrer dans le domaine des finances, et reliée à Vénus, tout porte à croire que la maîtrise de votre budget sera excellente ! Aucun faux pas aujourd'hui, avec même des rentrées d'argent qui sont peut-être à prévoir.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Plus discipliné dans vos objectifs, vous chercherez à élargir vos connaissances, à étayer votre CV, si vous êtes en recherche d'emploi. Hyper motivé, vous aurez conscience que la réussite se construit pierre après pierre avec patience et détermination.

Avec Mercure en Poissons, vous pourrez vous servir de votre flair pour trouver des astuces, dégotter de bonnes affaires et trouver des plans intéressants. Vous aurez d'excellentes nouvelles avec un rendez-vous pour obtenir un accord financier..



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Certaines planètes pourraient vous compliquer la vie aujourd'hui. Rien n'est facile au travail. Ce n'est pas pour autant que vous ne faites pas d'efforts, vous avez besoin de vous prouver des choses, seulement vous vous dispersez un peu trop.

Un petit conseil, cher Poissons, si vous ne souhaitez pas mettre vos comptes en péril, organisez-vous différemment avec la gestion de votre argent. C'est une situation d'urgence qui s'impose, il faut agir vite. Ne cherchez pas d'excuses.



# Promo Box Wifi 4G



Proche de vous



Jusqu'à 32 appareils  
connectés en simultané

15 Go  
offerts

-50%  
sur les frais de  
la Box



**Jusqu' au 31 mai 2020**

De l' Internet très haut débit à domicile à partir de **9 500 FCFA/mois**  
avec des forfaits allant **jusqu'à 100 Go\***

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

[www.malitel.ml](http://www.malitel.ml)

[www.facebook.com/malitel.official](https://www.facebook.com/malitel.official)